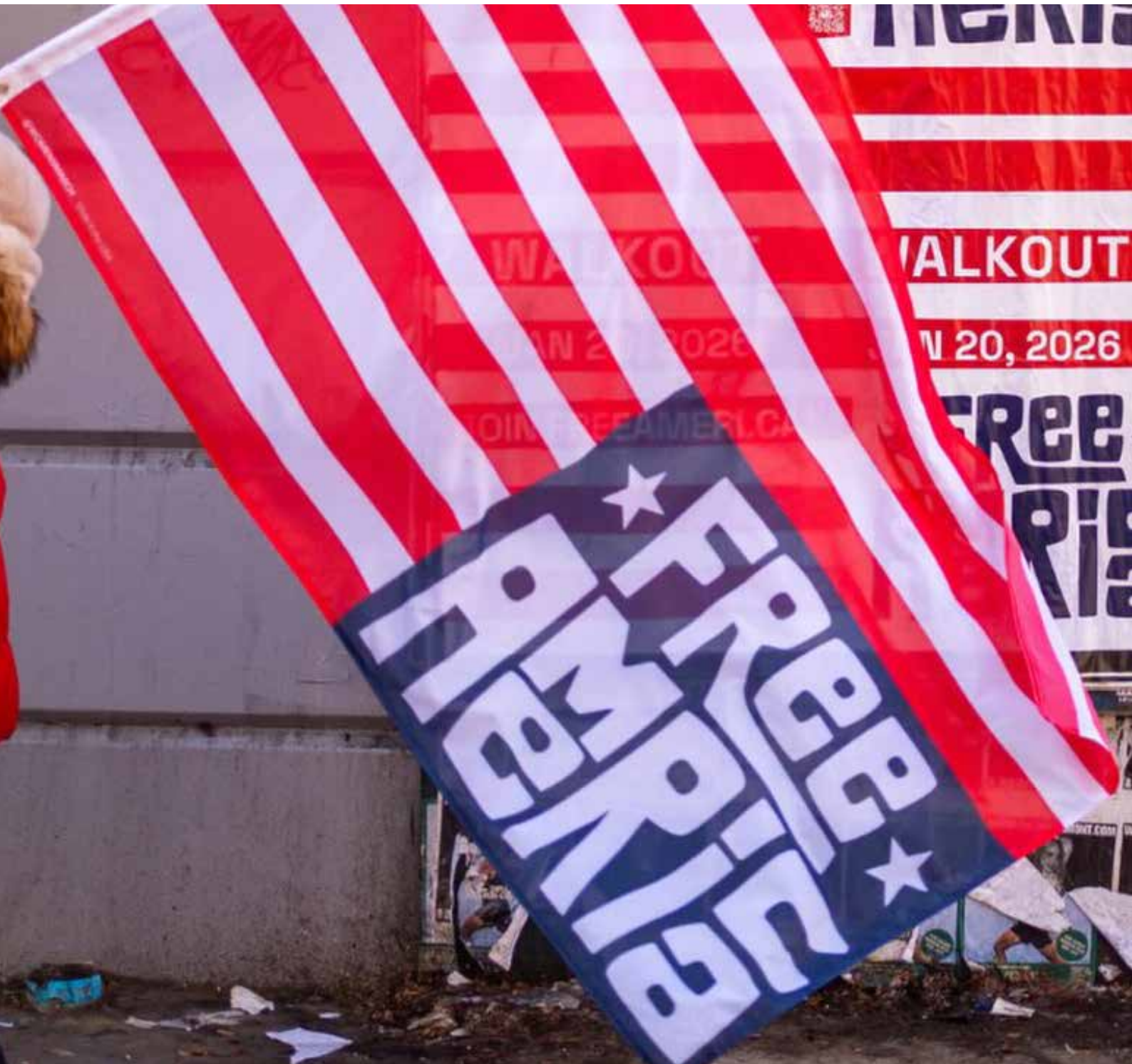


ADRESSES

internationalisme et démocr@tie

N° 18 – 23 février 2026





Pour nous écrire :

Adresses.la.revue@gmail.com

ABONNEZ-VOUS, C'EST GRATUIT

SYLLEPSE

Directeur de publication : Michel Lanson

ISSN : 3038-9798

Téléchargement sur Entre les lignes entre les mots, www.syllepse.net et Réseau Bastille

Éditions Syllepse, 69 rue des Rigoles, 75020 Paris

Images : collections particulières

LISTE DES ADRESSES

ADRESSES : INTERNATIONALISME ET DÉMOCRATIE

Dans le miroir américain	5
<u>Christian Mahieux</u>	
<u>ADRESSE N° 17 / 205</u>	
Le fascisme trumpiste : le vent tourne	9
<u>Kevin B. Anderson</u>	
<u>ADRESSE N° 18 / 206</u>	
Une première grève générale depuis 1946	18
<u>Museum of Protest</u>	
<u>ADRESSE N° 18 / 207</u>	
Comment étendre la grève générale au-delà des Twin Cities	25
<u>Stéphanie Luce</u>	
<u>ADRESSE N° 18 / 208</u>	
Mensonges et illégalité	28
<u>Timothy Snyder</u>	
<u>ADRESSE N° 18 / 209</u>	
Une longue tradition : les villes sanctuaires et les réseaux de défense communautaire	30
<u>Rachel Ida Buff</u>	
<u>ADRESSE N° 18 / 210</u>	
Les enseignantes au cœur de la résistance	35
<u>Sou Mi et Luigi Morris</u>	
<u>ADRESSE N° 18 / 211</u>	
L'ICE mène une guerre des classes	39
<u>Anthony Teso</u>	
<u>ADRESSE N° 18 / 212</u>	
Le syndicalisme à l'ère de Trump	43
<u>Martin Gallié</u>	

ADRESSE N° 18 / 213

Comment s'organise l'autodéfense populaire contre l'ICE	49
<u>Un rapport collectif</u>	

ADRESSE N° 18 / 214

Le monde va regretter l'hypocrisie occidentale	54
<u>Matias Spektor</u>	

Dans le miroir américain

Christian Mahieux

5

Les États-Unis d'Amérique ne sont pas un modèle pour nous. Mais ils sont parfois un miroir. Un miroir grossissant, brutal, qui montre ce que produit un pouvoir réactionnaire lorsqu'il se croit tout-puissant – et ce que peuvent accomplir des mouvements populaires lorsqu'ils s'organisent réellement. La séquence américaine récente – montée du trumpisme, résistances massives, grève générale du Minnesota – n'est pas un simple épisode étranger. C'est un *réservoir d'enseignements pour le mouvement ouvrier, les mouvements populaires partout dans le monde*, et donc aussi en France, à un moment où nos propres droits sont attaqués, où les offensives antisociales s'accroissent, où les tentatives de division se multiplient.

Ce qui se joue là-bas éclaire ce que nous devons renforcer ici. C'est un rappel que les victoires populaires ne tombent jamais du ciel : elles se construisent. Même face à un pouvoir agressif, sûr de lui, soutenu par les milliardaires et les appareils répressifs, les mouvements populaires peuvent reprendre l'initiative. Mais à une condition : être organisés. Les textes qui composent cette livraison d'Adresses suggèrent quelques enseignements que nous tentons de résumer en huit points.

1. Une attaque généralisée appelle une riposte généralisée

Le trumpisme a frappé partout : personnes immigrées, trans, fonctionnaires, étudiant·es, journalistes, écologistes, minorités religieuses. Cette stratégie visait à isoler chaque groupe, à empêcher toute solidarité.

Elle a produit l'inverse. Quand le pouvoir attaque sur tous les fronts, la seule réponse efficace est la convergence réelle des luttes. Pas une convergence déclarative, mais une

coordination concrète : actions communes, revendications partagées, défense mutuelle.

Les mouvements qui gagnent sont ceux qui, s'inscrivant dans l'inévitable lutte de classe, refusent de hiérarchiser les oppressions, qui comprennent que la division est l'arme principale du pouvoir.

2. La solidarité n'est pas un slogan, c'est un outil de lutte

La grève générale du Minnesota n'a pas surgi spontanément. Elle a été rendue possible par des réseaux communautaires déjà existants, des syndicats implantés, des collectifs d'immigré·es, des comités étudiants actifs, des commerçant·es solidaires. Ce tissu social a permis de mobiliser en quelques jours des dizaines de milliers de personnes, de fermer des centaines d'entreprises, de bloquer les écoles.

La solidarité doit être construite avant la crise. Les mouvements populaires doivent être dans les quartiers, les lieux de travail et d'études, et en lien direct avec les associations. Construire préalablement cette infrastructure est une condition nécessaire à l'organisation de mobilisations d'ampleur.

3. La grève générale ne doit pas seulement être un symbole, mais une stratégie d'action

Quelques exemples historiques sont ici convoqués. À Seattle en 1919, il y eut une immense mobilisation, mais sans objectifs clairs ; ce fut un échec. À Oakland en 1946, l'absence de stratégie amena un essoufflement d'un mouvement pourtant porté par une grande force sociale. Minneapolis en 1934 fut une victoire durable grâce à une campagne organisée. La grève du Minnesota de 2026 s'inscrit dans cette lignée : elle



n'a pas été pensée comme un coup d'éclat, mais comme un outil de pression dans une campagne plus large contre la répression migratoire.

Une grève générale doit être préparée, articulée, intégrée dans une montée en puissance. Elle doit avoir des revendications précises, des objectifs mesurables, une stratégie d'escalade, une capacité à durer. Sans cela, elle devient un symbole sans lendemain.

4. Les mouvements populaires doivent savoir créer des coalitions larges, sans renoncer à leurs principes

L'une des forces de la séquence américaine actuelle est la capacité à rassembler mouvements, syndical, étudiant, de travailleurs et travailleuses immigré·es, des communautés religieuses, des associations écologistes, des collectifs LGBTQI+...

Une coalition solide ne se bâtit pas en abandonnant les minorités, mais en les plaçant au centre. Les mouvements qui gagnent sont ceux qui refusent les compromis sur le dos des plus vulnérables.

5. La peur change de camp quand les mouvements populaires montrent qu'ils peuvent protéger

Les raids anti-immigrés visaient à terroriser. La réponse a été collective la mise en place de l'hébergement solidaire, des réseaux d'alerte, la présence de masse dans les rues, un soutien juridique, la grève générale. Résultat : la peur s'est déplacée. Le pouvoir a dû reculer, au moins temporairement.

Un mouvement populaire doit être capable de protéger concrètement celles et ceux qui sont ciblé·es. Pas seulement par des discours, mais par des dispositifs matériels.

6. L'histoire est une de nos armes

Plusieurs textes de ce numéro insistent sur les parallèles historiques. Il ne s'agit pas de dire que les situations sont identiques, mais de rappeler que les mouvements populaires disposent d'une mémoire collective.

Les luttes doivent s'appuyer sur les expériences passées : leurs victoires, leurs erreurs, leurs bifurcations. L'histoire est une ressource politique.

7. Rien ne remplace l'organisation

Les mobilisations massives ne suffisent pas. Les indignations ne suffisent pas. Les coups d'éclat ne suffisent pas. Ce qui fait la différence, c'est l'organisation : dans les lieux de travail, dans les quartiers, dans les écoles, dans les universités, ... Les syndicats, les associations, les collectifs sont indispensables.

Nous devons construire et développer des organisations capables de durer, de se coordonner, de protéger, de planifier, de riposter.

8. Le vent tourne, mais il faut des voiles

La séquence américaine montre une chose essentielle : un pouvoir réactionnaire peut vaciller, même lorsqu'il semble tout-puissant. Mais ce vacillement n'est jamais spontané. Il est le produit d'un mouvement populaire organisé, stratégique, solidaire. Le vent tourne. Mais le vent, seul, ne fait rien. Il faut des voiles. Il faut des mains pour les tenir. Il faut des collectifs pour décider de la direction.

C'est cela, l'enseignement central : la force populaire se construit.

Christian Mahieux est cheminot retraité, syndicaliste SUD-Rail [Union syndicale Solidaires], co-animateur du Réseau syndical international de solidarité et de luttes.



ADRESSES À (RE)VISITER

CLIQUER SUR LES COUVERTURES



Le fascisme trumpiste : le vent tourne

Kevin B. Anderson

9

Pour celles et ceux qui ont vécu la dérive autoritaire de Richard Nixon, la période qui a suivi sa réélection triomphale en novembre 1972 a été effrayante. (Et ce fut un véritable raz-de-marée, avec 60 % des voix.) Nixon a rapidement lancé le bombardement brutal du Vietnam pendant la période de Noël et préparé d'autres représailles contre ses « ennemis » dans son propre pays. Bien qu'affaiblis à l'époque, les jeunes du mouvement antiguerre à la guerre constituaient toujours la plus grande partie des 100 000 personnes qui ont manifesté contre son investiture en janvier 1973. Mais, alors même que Nixon semblait être au sommet de sa gloire, le vent avait commencé à tourner. Quelques semaines plus tard, l'American Indian Movement a lancé son occupation historique de [Wounded Knee](#). En mai, le Parti démocrate avait retrouvé une partie de son courage et les audiences du Sénat sur le Watergate étaient en cours. La suite de l'histoire est bien connue.

Aujourd'hui, le vent tourne pour les fascistes trumpistes, bien qu'ils contrôlent (contrairement à Nixon) les trois niveaux du pouvoir du gouvernement et malgré leurs tentatives massives de transformer l'État et la société américaine. En novembre dernier, la victoire électorale de Zohran Mamdani à New York, ainsi que d'autres victoires des progressistes, à Seattle et ailleurs, ont montré non seulement une opposition croissante au trumpisme, mais aussi sa radicalisation. Les manifestations « No Kings » (Pas de rois) d'octobre ont rassemblé plus de cinq millions de personnes dans les rues. Les raids contre les immigré·es dans les régions de Los Angeles et de Chicago se sont heurtés à une vive opposition citoyenne dans les rues,

ralentissant et même faisant dérailler les efforts de rafles massives, dans des actions qui rappellent les luttes légendaires contre la loi sur les esclaves fugitifs des années 1850. En décembre 2025, alors que les défaites électorales se multipliaient, notamment celle d'un candidat cubain de droite à Miami, les résultats de Trump dans les sondages ont chuté en raison de la forte détérioration des chiffres de l'emploi publiés par le Bureau of Labor Statistics.

Qu'est-ce qui a mal tourné pour les fascistes trumpistes ?

Selon les mots de Martin Niemöller,
Lorsque les nazis sont venus chercher les communistes / Je n'ai rien dit / Je n'étais pas communiste.
Lorsqu'ils sont venus chercher les sociaux-démocrates / Je n'ai rien dit / Je n'étais pas social-démocrate.
Lorsqu'ils sont venus chercher les syndicalistes / Je n'ai rien dit / Je n'étais pas syndicaliste.
Lorsqu'ils sont venus chercher les catholiques / Je n'ai rien dit / Je n'étais pas catholique.
Lorsqu'ils sont venus chercher les Juifs / Je n'ai rien dit / Je n'étais pas Juif.
Puis ils sont venus me chercher
Et il ne restait plus personne pour protester.

Niemöller décrivait ce que l'on appelle parfois la «tactique du salami»: diviser ses adversaires en les éliminant un par un, en commençant par les plus détestés.

Mais cela n'a pas été le cas avec le trumpisme en 2025. Les fascistes trumpistes s'en sont pris à tout le monde, partout, en même temps.

Ils s'en sont pris aux personnes transgenres dès le premier jour, mais ont également attaqué les grands groupes LGBTQ et même d'éminentes féministes libérales. Ils ont refusé leurs pensions aux anciens combattants transgenres. Ce type de répression a également eu lieu dans des institutions prétendument libérales, comme lorsque l'université de Pennsylvanie a cédé à la pression trumpiste en imposant des restrictions sévères aux personnes transgenres dans ses programmes sportifs. Mais les manifestations de la Pride en juin ont attiré un très large public, y compris dans de nombreuses petites villes.

Sous la houlette du milliardaire excentrique Elon Musk, DOGE¹ s'en est pris violemment aux agences fédérales, non seulement aux programmes sociaux ou aux fonctions diplomatiques, mais aussi à l'appareil policier et sécuritaire. L'administration a également décrété de manière péremptoire qu'elle mettait fin à la représentation syndicale d'un million de fonctionnaires fédéraux. D'autres trumpistes ont même tenté de poursuivre en justice l'ancien directeur du FBI, entre autres. La classe ouvrière a reculé devant Musk, le pire cauchemar de tout·e employé·e. La nature raciste et sexiste de ces attaques était également visible dans le fait qu'un grand nombre de fonctionnaires fédéraux sont des femmes, parmi lesquelles beaucoup de femmes de couleur. Comme l'a observé Erica Green à la fin de l'été :

Les dernières statistiques sur l'emploi montrent qu'à l'échelle nationale, les femmes noires ont perdu 319 000 emplois dans les secteurs public et privé entre février et juillet de cette année, seul groupe démographique féminin important à avoir subi des pertes d'emploi significatives au cours de cette période de cinq mois².

Une vive réaction s'en est suivie, comme en témoignent notamment les résultats des élections dans la région de Washington et ailleurs.

Les fascistes trumpistes ont tenté de fermer la frontière avec le Mexique, prétendant

qu'ils ciblaient les «criminels étrangers» violents, tout en arrêtant au hasard des personnes à la peau mate à travers le pays, interpellant tout le monde, des lycéen·nes aux femmes enceintes en passant par les grands-mères. Beaucoup étaient en fait des citoyen·nes, tandis que d'innombrables autres citoyen·nes et résident·es ont manifesté leur solidarité dans les rues.

Dans les universités, les partisan·es de Trump ont poursuivi les discours et les organisations pro-palestiniens encore plus qu'au cours de l'administration Biden, utilisant davantage l'arme des accusations d'antisémitisme. Ils n'ont pas attendu la consolidation de cette forme de répression avant de s'attaquer à des groupes plus puissants ; ils ont rapidement également ciblé les structures plus établies de diversité, d'équité et d'inclusion, et ont même mis en péril le financement des chercheurs/chercheuses scientifiques détenant d'importants contrats avec le ministère de la défense. Le financement de la recherche scientifique est tombé à son plus bas niveau depuis des décennies, tandis que celui des sciences humaines et sociales a chuté encore plus bas. Presque immédiatement, certaines administrations universitaires ont capitulé sans combattre, comme celle de Columbia, qui, entre autres scandales, a supprimé l'autonomie de son département d'études sur le Moyen-Orient, l'Asie du Sud et l'Afrique. En décembre, le président de l'université Northwestern, Henry Bienen, qui a commencé sa carrière universitaire en tant que spécialiste de l'Afrique avec une expertise sur la Tanzanie, a fait mieux que Columbia. Dans son accord avec les fascistes trumpistes, Bienen a honteusement révoqué un accord conclu en 2024 avec des manifestant·es pro-palestiniens qui prévoyait des bourses pour les étudiant·es palestinien·nes et la création d'un comité consultatif qui aurait notamment discuté du désinvestissement de l'apartheid israélien. Il l'a fait malgré un vote de 595 voix contre 8 de l'assemblée des professeur·es rejetant cette capitulation.

La plupart des universités situées dans des régions relativement libérales du pays ont tenté des compromis peu satisfaisants – restreindre les manifestations en faveur de la Palestine, supprimer ou renommer le programme «Diversité, équité et inclusion» (DEI) – qui n'ont pas abouti à une

1. NdT. Department of Government Efficiency (Département de l'efficacité gouvernementale).

2. «Black Women Most Affected by Trump Cuts», *New York Times*, 1^{er} septembre 2025.



capitulation totale. Harvard a adopté une position légèrement plus ferme que la plupart des autres universités, mais son degré de volonté de compromis reste flou. Dans le même temps, les étudiant·es ont montré peu de signes d'acceptation du programme trumpiste. Les enseignant·es non plus, comme le montre le procès intenté à l'université de Californie (UCLA) par l'association des enseignant·es plutôt que par les lâches administrateurs /administratrices. À l'UCLA, le caractère artificiel des accusations d'antisémitisme trumpiste a même conduit à la démission d'un nombre important de procureur·es du ministère de la Justice, qui ne font généralement pas partie du camp progressiste. Dans de nombreuses universités, la défense de la liberté académique continue d'inclure la Palestine et les droits des transgenres, deux questions que les libéraux centristes veulent nous voir minimiser, voire abandonner.

Pendant ce temps, dans le Sud et dans certains États plus conservateurs, la répression universitaire a été encore plus omniprésente. Des professeur·es ont été licencié·es pour avoir discuté des droits des transgenres, de la Palestine ou du socialisme, voire pour avoir fait des remarques sur Charlie Kirk, le leader de droite assassiné. Certaines universités surveillent les programmes de cours et suppriment ceux qu'elles accusent de promouvoir la DEI ou le «wokisme». À l'université du Texas, autrefois une université de recherche phare, l'administration pro-trumpiste tente de priver les enseignant·es des

formes d'autonomie qui caractérisent les universités depuis leur création. Cependant, le licenciement pur et simple de professeur·es titulaires ne se limite pas aux États conservateurs du Sud. On peut le constater avec le licenciement, malgré les objections du corps enseignant, de la professeure Sang Hea Kil de l'université d'État de San José pour avoir participé à une manifestation en faveur de la Palestine. Pour faire valoir son point de vue, Kil collabore avec Tom Alter, un historien licencié pour ses conférences socialistes à l'université d'État du Texas, dans le cadre d'une campagne commune pour leur réintégration et, plus généralement, pour la liberté académique.

La plupart des grandes entreprises et des cabinets d'avocat·es ont facilement accepté d'abandonner ou de réduire les programmes DEI, qui n'étaient de toute façon pas très développés. Les rumpistes ont tenté de faire appel au sentiment majoritaire («discrimination anti-blanc·hes», etc.), mais elles et ils ont en même temps provoqué la colère de nombreuses personnes de couleur et de nombreux jeunes qui ne sont pas près d'oublier.

Au sein de l'armée, les trumpistes ont sommairement licencié des officiers noirs et des femmes ayant longtemps servi, ils ont supprimé toute référence au général Colin Powell des sites web et restauré les monuments et symboles confédérés. Ils ont également retiré des ouvrages sur les études afro-américaines des bibliothèques des

académies militaires en réponse à l'attaque trumpiste contre les programmes DEI. Dans les parcs nationaux et les monuments, les représentations de l'esclavage ont également été supprimées. Ces mesures ont indigné de nombreux anciens combattants, qui s'expriment ouvertement, alors que beaucoup de ceux qui sont encore en service ne peuvent pas le faire.

Les trumpistes ont intimidé plusieurs grandes chaînes de télévision et attaqué des humoristes populaires comme Jimmy Kimmel et Rob Reiner, alors que ce dernier venait d'être brutalement assassiné. Le tolé a été immense et certaines chaînes ont dû faire marche arrière. Pendant ce temps, des milliardaires trumpistes, comme la famille Ellison, rachètent de grands groupes médiatiques, notamment la célèbre chaîne CBS News, réputée pour avoir tenu tête à McCarthy et Nixon dans le passé. La nouvelle rédactrice en chef de CBS News, Bari Weiss, qui se décrit elle-même comme une «fanatique sioniste», a déjà bloqué un reportage dans lequel des migrant·es racontaient leur expulsion et les tortures subies dans la tristement célèbre prison de Cecot au Salvador.

Les fascistes trumpistes ont annulé ou sérieusement compromis plus d'un siècle de protections sanitaires et environnementales. Les mesures les plus néfastes à court terme sont celles de Robert Kennedy Jr, opposant à la vaccination, qui causeront plus de mort·es que toutes les autres mesures prises par les trumpistes. En matière d'environnement, les trumpistes sabrent tout ce qu'ils peuvent, allant jusqu'à tenter d'abolir les parcs éoliens. Ils ont également démantelé l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA), qui comprend l'agence chargée de surveiller et de prévoir les ouragans.

Un tel bouleversement, une telle destructivité et une telle brutalité, qui ne se limitent pas à quelques secteurs, mais qui se manifestent simultanément dans de nombreux domaines, constituent un excès qui a même inquiété certain·es partisan·es de Trump. Bien que rien de tout cela ne laisse présager une situation similaire à celle qu'a connue Nixon, contraint de démissionner dix-huit mois après le début de son deuxième mandat, il est clair que l'opinion publique s'est retournée contre Trump, comme le montrent les élections et les nombreux sondages

d'opinion qui indiquent que son soutien est inférieur à 40 %.

Trois épisodes historiques de répression étatique violente, à l'américaine

La crainte d'une troisième «peur rouge» ou d'une deuxième «rédemption», nom donné par ses auteurs à la violente résurgence de la suprématie blanche dans le Sud dans les années 1870, est grande. Mais sommes-nous vraiment à l'aube d'un événement aussi décisif? Quelles sont les chances que les fascistes trumpistes parviennent à faire passer leur programme de plus en plus impopulaire, soit par la force, soit en changeant radicalement l'opinion publique en leur faveur? Puisqu'ils ne semblent pas y parvenir, peuvent-ils instaurer une répression véritablement violente et massive à l'échelle de la société? Un regard rétrospectif sur l'histoire pourrait nous éclairer à ce sujet.

À cet égard, il peut être instructif de jeter un coup d'œil aux trois épisodes les plus graves de répression politique que les États-Unis aient connus à ce jour. Il convient de noter que chacun d'entre eux s'est produit à la suite d'une crise véritablement grave impliquant la guerre et la révolution. Je dirais que, aussi grave que soit la situation à laquelle nous sommes confrontés en 2026, la probabilité d'une répression d'une telle ampleur n'est pas aussi grande qu'on le suppose souvent.

(1) À partir des années 1870, des milices blanches et des politiciens de tout le Sud ont infligé une violence extrême aux Noir·es et à leurs partisan·es, assassinant des milliers de personnes et faisant reculer la Reconstruction. Ce faisant, ils ont érigé un mur violent de ségrégation raciale et de privation du droit de vote qui a perduré pendant près d'un siècle. Mais il s'agissait là d'une contre-révolution qui a suivi la seule véritable révolution sociale que les États-Unis aient jamais connue, la guerre civile et la reconstruction, au cours de laquelle quatre millions d'esclaves ont obtenu leur liberté physique et, pendant un certain temps, leur liberté politique. Comme cette révolution n'est pas allée jusqu'à distribuer des terres aux anciens esclaves, ce que le capital du Nord et certains libéraux hésitaient également à soutenir, les nouvelles libertés démocratiques de l'époque se sont

retrouvées dépourvues de toute base économique solide. En quelques années, les réactionnaires ont sauté sur l'occasion, aidés par l'acquiescement du capital nordiste et du Parti républicain dans le compromis infâme de 1877.

(2) En 1919-1920, une véritable vague de peur rouge s'est abattue sur les socialistes et les Wobblies³, ainsi que sur le Parti communiste naissant, tout en désignant l'immigration comme source du radicalisme. La peur du communisme a commencé pendant la Première Guerre mondiale, dans un contexte de ferveur patriotique généralisée qui marginalisait les voix antiguerre et de gauche. Mais elle est également apparue au lendemain de la révolution russe de 1917, considérée comme une menace mondiale par le capital et ses États à travers le monde, y compris les États-Unis.

(3) La deuxième vague de peur rouge, le maccarthysme, a rencontré une forte résistance jusqu'à ce que deux événements géopolitiques majeurs, la révolution chinoise d'octobre 1949 et le début de la guerre de Corée en juin 1950, mettent les dissidentes et la gauche en position défensive. Sans la guerre totale et la «perte» de la Chine, le maccarthysme aurait probablement eu des effets moins marqués.

Qu'en est-il des États-Unis aujourd'hui? Bien qu'aucune révolution sociale ne se soit produite au cours des quinze dernières années, nous avons assisté à des menaces contre l'ordre social mondial qui ont commencé par la Grande Récession de 2008, les révolutions arabes et le mouvement Occupy en 2011, puis se sont poursuivies avec les campagnes de Sanders, le mouvement #MeToo et le mouvement Black Lives Matter en 2020. Bien qu'ils n'aient pas été totalement cataclysmiques, ces événements ont été suffisamment radicaux et larges pour effrayer les deux principales ailes de la base électorale de Trump: (a) principalement la classe moyenne inférieure, désabusée, composée principalement de Blancs, dont beaucoup sont profondément racistes et certains issus de la classe ouvrière, qui se sentent menacés par l'immigration et la montée en puissance des personnes de

couleur, tout cela dans un contexte de baisse ou de stagnation du niveau de vie; et (b) une nouvelle ploutocratie méprisante qui rejette même la fiscalité ou les réglementations les plus modérées.

Le premier groupe n'est en aucun cas incurablement trumpiste, même si la persistance de son soutien pendant toute une décennie a été vraiment remarquable, ne descendant jamais en dessous de 35 % dans les sondages nationaux, même après la tentative de coup d'État du 6 janvier 2021 et l'énorme révolulsion contre Trump qui a suivi. Le trumpisme n'est pas non plus le fait d'une seule personne; il s'agit plutôt d'un mouvement profond d'opinion et de pratique, comme l'a récemment fait valoir David Norman Smith. Dans le même temps, comme l'a fait remarquer Bill Fletcher au printemps dernier à propos de notre réponse pour l'avenir⁴, «les membres de base de nos syndicats doivent être convaincu·es de la nature du danger qui nous menace». Nous devons donc dialoguer avec au moins certains éléments de cette base trumpiste, tout en essayant de briser le pessimisme profond dans lequel sont tombés de nombreux secteurs plus progressistes de la classe ouvrière.

Le virage rapide vers la droite de la nouvelle ploutocratie, en réponse aux affronts et aux menaces modérées qui pèsent sur son hégémonie, est un phénomène plus récent, comme en témoigne l'évolution d'Elon Musk, qui est passé de libéral modéré à l'époque d'Obama à fasciste trumpiste ou, plus récemment, le ralliement du fondateur de Facebook, Mark Zuckerberg, à Trump à la fin de l'année 2024. Comme l'a déclaré Naomi Klein au printemps dernier, les milliardaires de la technologie, autrefois salués comme des héros y compris par de nombreux progressistes, sont tellement arrogants qu'ils «se prennent vraiment pour des dieux». La manière dont le *Washington Post* et le *Los Angeles Times* ont refusé de publier leurs éditoriaux libéraux habituels soutenant Kamala Harris en 2024, sur ordre direct de dernière minute de leurs propriétaires milliardaires, Jeff Bezos et Patrick Soon-Shiong, a également constitué un revirement significatif. Mais comme l'a également souligné Klein,

3. NdT. Appellation familière pour désigner les membres de l'Industrial Workers of the World.

4. Kevin Anderson, «Ce qui nous attend», *Adresses*, n° 10/95, p. 29.

leur alliance avec la base plus plébéienne de Trump est profondément instable. Ces initiatives ne bénéficient pas non plus d'un grand soutien parmi les technicien·nes ou les journalistes de ces grandes institutions.

Ce que nous avons accompli en 2025

Les excès fascistes de Trump ont conduit à un soutien accru pour un large éventail de formes de résistance. Trois d'entre elles se distinguent à la fin de l'année 2025.

Tout d'abord, la défense des immigrants·e a été un moment fort de mobilisation communautaire et de solidarité entre les différentes minorités ethniques. Si les communautés, principalement latino-américaines, visées ont d'abord été surprises et intimidées par les raids massifs de l'ICE et de la police des frontières, l'envoi de marines et de troupes de la garde nationale à Los Angeles au cours de l'été a constitué un tournant décisif⁵. Los Angeles étant une capitale mondiale des médias, le monde entier a pu voir des troupes armées garder des installations fédérales, le sénateur latino-américain Alex Padilla se faire arrêter violemment pour avoir posé une question à la secrétaire à la Sécurité intérieure Kristi Noem – surnommée «Barbie la cruelle» – à l'intérieur du Westwood Federal Building, des agents de l'ICE à cheval et dans des véhicules blindés traverser un parc municipal rempli d'enfants participant à un camp d'été, David Huerta le président du Service Employees International Union (SEIU)⁶ de Californie, étranglé et arrêté alors qu'il protestait contre les rafles de l'ICE visant des travailleurs/travailleuses dans le centre-ville de Los Angeles, et la mort d'un homme qui s'était enfui sur une autoroute pour échapper à l'ICE – tout cela a transformé la peur en rage⁷. Des groupes

comme Union del Barrio, qui mène ce combat depuis des décennies, ont organisé les habitant·es de la région pour qu'elles et ils sortent manifester contre l'ICE partout, avec une telle efficacité qu'elles et ils ont pu rassembler des manifestant·es sur la plupart des sites en quelques minutes. Dans ces réseaux, des syndicats comme le SEIU ont également joué un rôle crucial. Après quelques semaines, alors que des dissensions au sein de la Garde nationale, composée de résidents californiens appelés sous les drapeaux contre leur gré, étaient rapportées, la présence des troupes et de l'ICE a été réduite, ce qui a constitué une victoire claire de la résistance. Dans le même temps, les nombreuses arrestations et les chefs d'accusation draconiens ont conduit les grands jurys à ne pas les inculper ou à les acquitter, comme ce fut le cas en décembre lors du procès d'un conducteur de dépanneuse qui avait déplacé un véhicule de l'ICE qui bloquait une allée pendant une descente.

Cet automne, lorsque l'ICE et la Garde nationale ont frappé Chicago, la population était encore mieux préparée, avec ses longs convois de voitures civiles et ses sifflets omniprésents «escortant» les agents de l'ICE partout, ralentissant souvent les arrestations jusqu'à les réduire à presque rien. Dans les quartiers urbains plus compacts de Chicago, les voyous du gouvernement étaient plus facilement encerclés et bloqués. Comme l'a fait remarquer Gustavo Arellano, chroniqueur au *LA Times* et défenseur des droits des immigrant·es, lors d'un voyage dans le quartier majoritairement mexicaino-américain de Little Village à Chicago :

Les sifflets sont devenus la bande-son de l'automne dans la *Windy City* [«la ville du vent»], surnom de Chicago], à tel point que les activistes composent des événements «Whistlemania» pour en distribuer des milliers. Chicago a un héritage radical plus ancien que celui de Los Angeles... Les personnes ont afflué depuis leurs lieux de travail et de leurs quartiers. D'autres regardaient depuis les toits. L'intensité de leur résistance était plus concentrée, plus

5. Ci-après, j'utiliserai ICE, le plus important et le plus actif d'entre eux, comme abréviation pour désigner les différentes forces fédérales qui ont procédé à des rafles d'immigrants.

6. NdT. Syndicat qui compte environ 2 millions de membres dans les secteurs de la santé, des services publics et des services immobiliers.

7. Le surnom «Cruelty Barbie» (Barbie cruelle) a été utilisé pour caractériser Noem par Anita Chabria dans sa chronique «Homeland Security Says It Doesn't Detain Citizens. These Brave Californians Prove It Has» (La

sécurité intérieure affirme ne pas détenir de citoyens. Ces courageux Californiens prouvent le contraire), *Los Angeles Times*, 12 décembre 2025

déterminée et plus répandue que presque tout ce que j'ai pu voir chez moi. Il n'y avait pas que les militant·es de garde : quartier après quartier, tout le monde était prêt.

Plusieurs autres luttes comme celle de Chicago n'ont pas bénéficié de la même couverture médiatique que celle accordée à Los Angeles, mais deux exemples sont révélateurs : en novembre, des lycéen·nes ont fait grève à Charlotte, en Caroline du Nord, pour protester contre les raids de l'ICE dans leurs communautés. En décembre, les habitant·es de Minneapolis ont également sorti leurs sifflets. Par un après-midi glacial, clairement mieux adaptées aux conditions locales, les personnes mobilisées ont tenu bon face aux agents de l'ICE frigorifiés, qui ont fini par abandonner et partir, permettant ainsi aux habitant·es de sauver des immigrant·es de leurs griffes.

Les rassemblements du No Kings Day, en juin et en octobre, ont démontré l'ampleur de l'opposition au fascisme trumpiste, y compris dans les petites villes des régions conservatrices du pays. Des marches gigantesques ont eu lieu dans de nombreuses grandes villes, plus importantes en octobre qu'en juillet. Bien que contrôlés principalement par la coalition libérale Invisible, ces événements n'ont ni exclu les partisan·es de la Palestine ni les militant·es de gauche, loin de là, et ont également vu une forte présence des syndicats.

Mais c'est la double victoire électorale éclatante de Mamdani à New York qui a suscité la plus grande mobilisation dans une seule ville contre Trump, avec quelque 1,1 million de voix en faveur du socialiste démocrate, malgré les dizaines de millions dépensés par des milliardaires, notamment des démocrates et des républicains centristes, dont beaucoup sont des sionistes de droite qui n'arrivaient pas à croire à quel point «leur» ville avait changé. Certes, Mamdani s'en est tenu aux doctrines du socialisme réformiste, qui comprenaient certaines mesures économiques importantes comme un impôt sur la fortune et la gratuité des crèches et des bus, tout en s'abstenant de faire des déclarations concrètes sur les brutalités policières et les meurtres. Cependant, sur un point, il s'est toujours positionné à gauche, refusant de revenir sur son soutien clair à la Palestine, y compris l'accusation de génocide

contre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. Dans une métropole dont le conseil municipal n'a jamais réussi à adopter une résolution sur le cessez-le-feu à Gaza, ce résultat était vraiment stupéfiant. De plus, la campagne de Mamdani a remporté la victoire grâce à une véritable organisation populaire, avec plus de 100 000 bénévoles qui ont frappé à 3 millions de portes, contournant ainsi les médias corporatifs. Souvent mobilisé·es par les Socialistes démocrates d'Amérique, ces activistes ont fait ainsi écho aux efforts du Parti socialiste dans des villes comme Milwaukee il y a un siècle⁸. Deux semaines plus tard, Seattle a élu Katie Wilson comme maire, battant un candidat centriste sortant qui s'était opposé à un impôt sur la fortune.

Le danger que le trumpisme puisse encore triompher

Il est très inquiétant de rappeler, comme mentionné ci-dessus, que la radicalisation des actions et des politiques trumpistes au cours de son second mandat, ainsi que l'opposition croissante, n'ont entraîné qu'une légère diminution de sa base de soutien. Comme indiqué également ci-dessus, son soutien, tel que mesuré par les sondages d'opinion, n'est jamais descendu en dessous d'environ 35 %, même dans les mois qui ont suivi sa défaite électorale de 2020 et sa tentative de coup d'État fasciste en janvier 2021. Tout aussi dangereux est le fait que le niveau de soutien au trumpisme est certainement plus élevé au sein de l'appareil militaire et policier, sans oublier que nombre de ses partisans civils sont armés jusqu'aux dents.

Comme mentionné ci-dessus, l'année dernière a également vu un virage radical vers le trumpisme de la part de nombreux grands capitalistes et entreprises, des milliardaires de la Silicon Valley aux géants de Wall Street. Ainsi, le plus flamboyant d'entre eux, Musk, n'est en aucun cas seul. D'autres ploutocrates n'ont pas exprimé leur soutien ouvertement, mais ont acquiescé plus discrètement. D'autres encore ont pris une direction parallèle, comme le montre le récent abandon des initiatives environnementales de Bill

8. NdT. Voir Joshua Kluever, « The Golden Age of Wisconsin Socialism », *Jacobin*, 9 décembre 2024.

Gates. Tout cela confère au trumpisme, du moins pour l'instant, un soutien beaucoup plus solide parmi les classes dominantes et leurs représentant·es que lors de son premier mandat.

Il est également instructif de se pencher sur la présidence de Ronald Reagan dans les années 1980, car elle montre comment la résistance à laquelle Trump est confronté aujourd'hui pourrait s'estomper. Élu avec un peu plus de 50 % des voix en 1980, Reagan a dû faire face à une opposition farouche et massive au cours de ses premières années. Mais une victoire militaire facile lors de l'invasion de la Grenade en 1983, avec des images d'étudiant·es américain·es blanc·hes «sauvé·es» et de soldats grenadiens noirs capturés, a mis l'opposition – tant électorale que populaire – sur la défensive pendant plusieurs années. Cela a permis à Reagan de remporter une victoire écrasante avec 59 % des suffrages en 1984 et de consolider le néolibéralisme pour les décennies à venir. Les manœuvres militaires actuelles de Trump contre le Venezuela, si elles parviennent à renverser le gouvernement Maduro sans combat, pourraient lui offrir un coup de pouce «à la Grenade». Mais le Venezuela, qui est un pays beaucoup plus grand – avec une population de 30 millions d'habitant·es contre 100 000 à Grenade en 1983 –, ne serait pas une proie facile.

Si ces exemples sont certes inquiétants, il faut également rappeler que Trump n'a jamais bénéficié du soutien populaire dont ont bénéficié Reagan ou Nixon, sans parler de Woodrow Wilson pendant la période de la «peur rouge» de la Première Guerre mondiale. À l'heure actuelle, l'opposition au fascisme trumpiste est profonde et large, et ne montre aucun signe d'essoufflement. Et bien qu'il utilise l'appareil d'État de manière brutale et extrêmement destructrice, il n'a pas réussi à intimider ses adversaires dans la rue ou dans les urnes, bien au contraire. Si un semi-coup d'État est bien sûr possible, sous la forme d'une répression militarisée des électeurs et des électrices lors des élections de mi-mandat de 2026, cela semble peu probable pour une présidence dont la popularité oscille autour de 40 %. Bien sûr, une répression plus sévère, menée par les éléments de l'État en collaboration avec des milices telles que les Proud Boys,

pourrait éventuellement réduire l'opposition au silence. Mais cela nécessiterait une force bien plus importante que tout ce qui a été vu jusqu'à présent, y compris des arrestations massives et l'intimidation violente de larges pans de la population. Il existe bien sûr des précédents, comme le Ku Klux Klan et les forces alliées dans le Sud entre les années 1870 et 1960⁹. À cet égard, il faudrait surveiller si les forces trumpistes parviennent à créer des zones interdites dans les États où elles exercent une grande domination politique. Mais jusqu'à présent, elles n'ont pas été en mesure de le faire.

Si le vent a vraiment tourné, que faire maintenant ?

Malgré les préoccupations évoquées, qui sont sans aucun doute sérieuses, le vent semble avoir tourné radicalement contre le trumpisme à l'aube de l'année 2026. Des représentant·es républicain·es au Congrès démissionnent, soit par simple lassitude, soit en raison de divergences sur les dossiers Epstein ou de la perspective d'une explosion des coûts des soins de santé. Même la Cour suprême, pourtant conservatrice, a bloqué son recours à la Garde nationale à Chicago à la fin de l'année 2025. L'opposition, tant populaire qu'électorale, gagne en force et en confiance dans tout le pays. Dans le même temps, des dommages considérables ont déjà été causés et continueront de l'être au tissu social et politique d'une société déjà meurtrie tant que ce régime restera au pouvoir.

Nous devons poursuivre et approfondir la lutte, en l'élargissant autant que possible tout en continuant à défendre nos principes dans le cadre de cette lutte. En tant que marxistes, nous devons particulièrement mettre en avant les questions de classe, de race/genre/sexualité, d'environnement, d'impérialisme et de libération nationale. Nous devons donc insister pour que l'oppression et la résistance de classe restent au centre, qu'il s'agisse de la défense des travailleurs/travailleuses immigré·es journalier·es ou des fonctionnaires américain·nes plus privilégiés. Nous devons également lutter au sein de nos syndicats et

9. NDT. [9] À la fin du 19^e siècle les effectifs du Klan étaient estimés à quelque 100 000 personnes.

de nos communautés pour l'unité de classe contre le racisme, le sexisme et la xénophobie, afin de saper la base trumpiste. La libération nationale du peuple palestinien, qui lutte pour sa survie face au colonialisme génocidaire israélien, et le droit du Venezuela à maintenir son indépendance contre l'impérialisme trumpiste, ne peuvent être sacrifiés au nom d'une unité «plus large» mythique. Il en va de même pour les personnes transgenres, qui luttent dans le silence, même parmi les progressistes, pour leur survie. La protection de l'environnement ne peut être mise en veilleuse, malgré les appels, même de la part des progressistes, à le faire de manière «temporaire» ou à recourir à l'énergie nucléaire.

Nous devons mettre en place des organisations et des coalitions qui englobent toutes ces questions et tous ces groupes, mais sans effacer leur spécificité ni ignorer le capital et les classes sociales. Pour ce faire, nous devons également mener une lutte théorique contre les libéraux traditionnels qui veulent écarter les questions les plus «controversées», contre certains types de radicaux qui pourraient vouloir minimiser l'importance du capital et des classes sociales, et contre celles et ceux, parmi les marxistes et les socialistes, qui attaquent ce qu'elles et ils appellent la «politique identitaire» d'une manière qui nous coupe de certaines des forces les plus révolutionnaires de la société actuelle en minimisant l'importance de la race ou les liens historiques entre l'accumulation capitaliste et le colonialisme et l'esclavage.

À un moment où certain·es à gauche affirment que nous devons rompre complètement avec la tradition de la révolution russe, de Lénine, je soutiens le contraire. À un moment comme le nôtre, où le monde a changé de manière bouleversante, où les forces progressistes établies hésitent, voire trahissent, l'intransigeance de Lénine dans son opposition à la Première Guerre mondiale impérialiste, un événement historique qui a provoqué une crise civilisationnelle pour «l'Occident», est toujours d'actualité. Mais ce n'est pas tout. Dans son opposition à la guerre et à l'impérialisme, Lénine a été rejoint par un certain nombre d'autres dirigeant·es et penseur·es, d'Eugene Debs et Léon Trotsky à Emma Goldman et Rosa Luxemburg. Ce qui a distingué Lénine de

ces autres personnalités, c'est qu'il a approfondi la théorie révolutionnaire au milieu du chaos de la guerre et de la répression. Tout d'abord, il a étudié en profondeur la dialectique de Hegel. Ensuite, il a développé sa théorie historique de l'impérialisme et des mouvements anticolonialistes et de libération nationale comme clé des révolutions futures, de l'Inde et la Chine à l'Irlande. Enfin, à l'été 1917, alors même qu'il fuyait ce qui semblait être une vague de réaction susceptible de réprimer la révolution, il a écrit son chef-d'œuvre *L'État et la révolution*. Lui et ses camarades ont également commis de graves erreurs, dont nous pouvons également tirer des leçons, mais sur les questions susmentionnées, il peut encore nous inspirer, surtout sur la nécessité d'unir la théorie et la pratique, d'affronter et d'analyser très profondément ce qui est nouveau, tout en poursuivant la lutte socialiste sans trahir ses principes de longue date.

Nous devons donc renouveler et intensifier la lutte dans les rues, les écoles et les lieux de travail, tout en renouvelant et en approfondissant nos fondements théoriques.

[MRonline](#), 27 décembre 2025. Traduit par DE et PS.

Kevin B. Anderson est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont *Marx aux antipodes : nations, ethnicité et sociétés non occidentales* (Paris/Montréal, Syllepse/M. Éditeur, 2015) et *Lenin, Hegel, and Western Marxism*.

Une première grève générale depuis 1946

Museum of Protest

Le 23 janvier 2026, des dizaines de milliers d'habitant·es du Minnesota ont quitté leur travail, fermé leur entreprise et retiré leurs enfants de l'école à l'occasion de ce qu'on appelle désormais la «Journée de la vérité et de la liberté», et qui est la première grève générale coordonnée dans les principaux secteurs économiques américains depuis 1946.

Bien qu'il ait gelé à pierre fendre, entre 50 000 et 100 000 personnes ont défilé dans le centre-ville de Minneapolis, leur souffle se cristallisant dans l'air glacial alors qu'elles brandissaient des pancartes exigeant le retrait des 3 000 agents de l'ICE et de la police des frontières des communautés du Minnesota.

La grève est née d'une tragédie. Le 7 janvier, Renée Good, une mère de trois enfants âgée de 37 ans, a été tuée par un agent de l'ICE lors d'une opération de contrôle. Quelques jours plus tard, des agents fédéraux ont tué Alex Pretti, un infirmier de 37 ans qui observait les activités de l'ICE en tant que contrôleur légal.

Les syndicats, qui représentent plus de 80 000 salarié·es ont officiellement soutenu la protestation et ont organisé une désobéissance civile de masse, avec le soutien des dirigeants des communautés religieuses. De leur côté, les organisations étudiantes ont lancé un mot d'ordre de grève tandis que les commerçants et les artisans ont fermé leurs magasins et leurs entreprises pour soutenir la grève. [...].

Une question se posait : est-ce que ce moment représentait une véritable renaissance de la grève générale en tant qu'outil du mouvement syndical ou celui-ci allait suivre le schéma des grèves générales précédentes

qui avaient provoqué d'énormes perturbations mais qui s'étaient effondrées sans atteindre leurs objectifs.

Anatomie d'un arrêt économique

La Minneapolis Regional Labor Federation, qui représente plus de 175 syndicats affiliés dans sept comtés du Minnesota, a passé des semaines à mettre en place l'infrastructure organisationnelle qui a rendu possible l'action du 23 janvier. Sa présidente, Chelsie Glaubitz Gabiou, a présenté la grève en établissant un lien entre les préoccupations syndicales sur les lieux de travail et celles qui concernent de la sécurité de la communauté :

Les salarié·es, nos écoles et nos communautés sont attaqués. Les membres des syndicats sont arrêtés sur le chemin de leur travail, ce qui déchire les familles. Les parents sont contraints de rester chez eux, les élèves sont privés d'école, craignant pour leur vie, tout cela alors que les employeurs restent silencieux.

Le mot d'ordre de la grève appelait à l'arrêt complet de l'activité économique : pas de travail, pas d'école, pas de shopping. Selon le *Business Insiders*, environ 700 entreprises des Twin Cities [Minneapolis et Saint Paul] ont fermé leurs portes : des grandes institutions culturelles comme le Minneapolis Institute of Art et le Guthrie Theater aux petits cafés et aux librairies. Il ne s'agissait pas de gestes symboliques : le risque économique a été volontairement pris par les chefs d'entreprise qui ont estimé que la menace représentée

par l'opération Metro Surge l'emportait sur la perte de revenus d'une journée.

Malgré des conditions météorologiques qui auraient normalement incité les gens à rester chez eux, ils ont bravé la glace qui s'incrustait dans leur barbe, le givre qui recouvrait leurs lunettes et le froid qui leur gelait les doigts pour brandir des pancartes faites à la main et déployer les banderoles syndicales. La manifestation s'est déroulée de l'US Bank Stadium jusqu'au Target Center, où près de 20 000 personnes se sont rassemblées pour un rassemblement de clôture auquel ont participé des dirigeants syndicaux nationaux, notamment les présidents du Service Employees International Union, de l'American Federation of Teachers et de Communications Workers of America.

Les fédérations de l'enseignement de Minneapolis et de Saint Paul ont organisé les enseignants pour qu'ils se déclarent malades avant le 23 janvier, ce qui a submergé le système de remplacement des enseignants et obligé le district à fermer les écoles à cause du manque de personnel et des conditions météo. Cette tactique a été mise en œuvre en vertu d'une loi du Minnesota sur les congés maladie et la sécurité (Earned Sick and Safe Time). Elle a permis de donner une couverture légale pour la participation massive des enseignants en leur permettant de se joindre à la grève sans violer les clauses de non-grève de leurs contrats.

Une coalition qui dépasse le cadre syndical traditionnel

L'ampleur de la grève est la conséquence des nombreuses années de collaboration entre syndicats, organisations de défense des droits des immigré·es, communautés religieuses et mouvements étudiants.

La coalition a réuni des travailleur·euses migrant·es – quel que soit leur statut légal [les sans-papier et ceux qui ont un permis de séjour] –, de toutes origines ethniques, de tous secteurs et de toutes affiliations institutionnelles autour d'une reconnaissance commune : l'application des lois fédérales sur l'immigration représentait une menace pour la sécurité et le bien-être économique de toutes.

Cette position explicitement inclusive envers les travailleur·euses sans papiers et les

immigré·es distingue la grève de 2026 dans le Minnesota d'une grande partie de l'histoire du syndicalisme américain, qui a souvent soutenu des approches restrictives en matière d'immigration.

Les directions syndicales ont présenté les travailleur·euses immigré·es comme des collègues de travail victimes d'attaques. Hamsa Hussein, un chauffeur Uber somalien membre du SEIU Local 26, a décrit comment les opérations de l'ICE avaient dévasté ses revenus : « Comme personne ne sort, que les gens ont peur d'aller à l'épicerie ou à l'école, mes revenus ont baissé de 30 % ». Feben Ghilagaber, une employée de restauration aéroportuaire originaire d'Érythrée et déléguée syndicale de la section locale 17 de UNITE HERE, a expliqué sa décision de manifester par des températures négatives : « Je n'ai pas peur du froid. J'ai plus peur de l'ICE en ce moment. Ils ont enlevé beaucoup de mes collègues. »

Le 22 janvier, la veille de la grève, une centaine de membres du clergé ont été arrêtés à l'aéroport international de Minneapolis-Saint Paul lors d'une manifestation de protestation contre le rôle des compagnies aériennes dans le transport des personnes détenues par l'ICE. Des centaines d'autres membres du clergé ont participé à la marche du 23 janvier et ont organisé des manifestations devant les installations fédérales.

Dans les trois jours qui ont suivi le succès de l'action du 23 janvier, le Graduate Labor Union, le Black Student Union et la section locale 3800 de l'AFSCME, ainsi que d'autres groupes étudiants ont annoncé leur intention d'étendre le mouvement au plan national. Cette implication étudiante est le résultat du travail syndical parmi les étudiants diplômés et de la mise en avant de la question des étudiant·es sans papiers de l'université du Minnesota, qui étaient directement menacés par l'ICE.

Réaction fédérale et silence des entreprises

La réaction de l'administration Trump a combiné un silence stratégique et la poursuite des opérations de contrôle. Alors que le commandant de la police des frontières Gregory Bovino annonçait un éventuel retrait des forces de l'opération Metro Surge en

réponse à la pression croissante, l'administration a simultanément signalé que toute réduction dépendrait de la volonté du Minnesota de coopérer plus étroitement avec les services fédéraux chargés de l'application des lois sur l'immigration¹. Cette désescalade conditionnée à une capitulation politique revenait essentiellement à proposer un retrait tactique en échange de l'abandon par le Minnesota de sa politique d'accueil des réfugiés.

Le département de la Sécurité intérieure a continué à présenter l'opération Metro Surge comme une mesure nécessaire pour combler le «vide» entre la loi fédérale sur l'immigration et les politiques du Minnesota limitant le partage d'informations avec les autorités fédérales. [...].

Soixante grandes entreprises du Minnesota, dont Target, US Bancorp, la Mayo Clinic et 3M, ont publié une déclaration commune appelant à «l'apaisement des tensions», mais se sont abstenues de demander explicitement le retrait de l'ICE de l'État. Cela a créé un fossé visible entre la participation des entreprises locales (les 700 petites entreprises qui ont fermé leurs portes en signe de solidarité) et la position des dirigeants des grandes entreprises².

Le procureur général Keith Ellison, aux côtés des villes de Minneapolis et Saint Paul, a intenté une action en justice contre le département de la Sécurité intérieure afin de mettre fin à l'opération, arguant qu'elle constituait un exercice inconstitutionnel du pouvoir fédéral visant le Minnesota pour ses politiques d'immigration. Le gouverneur Tim Walz a publié une tribune libre dans le *Wall Street Journal* dans laquelle il soulignait le caractère pacifique de la grève et critiquait l'approche de l'administration, écrivant qu'il craignait que Trump espère «que les tensions entre les agents de l'ICE et les communautés qu'ils pillent ne dégénèrent, afin qu'on ait le spectacle du chaos sur les écrans de télévision». Cependant, aucune de ces personnalités n'a le pouvoir direct de mettre fin aux opérations fédérales de maintien de l'ordre.

1. *CNS News*, 30 janvier 2026.

2. *The American Prospect*, «Minnesota CEOs Cry Crocodile Tears Over ICE», 28 janvier 2026.

Le précédent historique de 1946 et quelques autres

L'année 1946 a été marquée par la plus grande vague de grèves jamais observées de l'histoire américaine avec 4, 5 millions de grévistes³.

Oakland

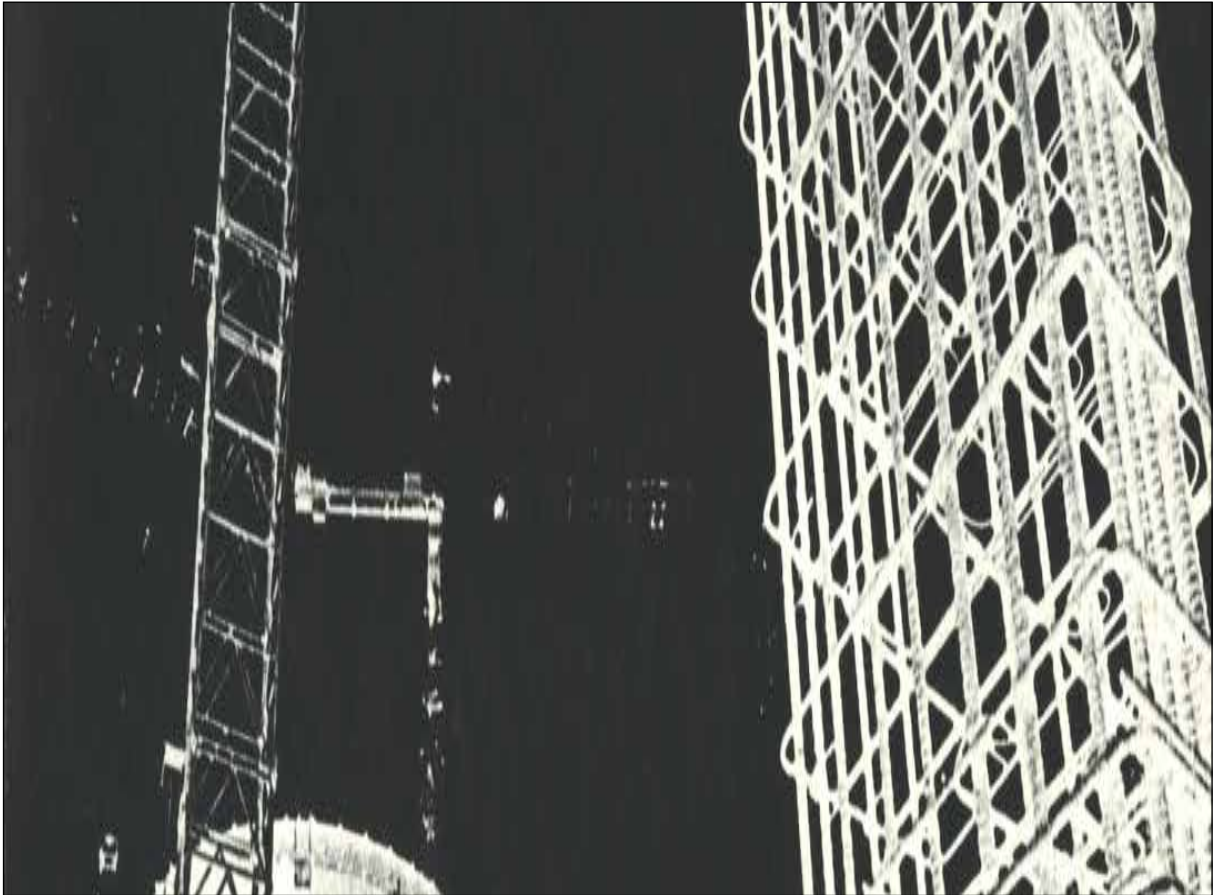
La grève générale d'Oakland en décembre 1946 constitue le parallèle historique le plus direct avec l'action menée au Minnesota en 2026. La longue grève des employé·es des grands magasins Kahn's et Hastings, qui réclamaient la reconnaissance syndicale, s'est transformée en grève générale lorsque l'American Federation of Labor (AFL) a appelé à une action de solidarité à partir du 2 décembre 1946. Plus de 100 000 travailleur·euses ont alors quitté leur poste, paralysant les transports, les services publics, la distribution alimentaire et le commerce dans toute la région de la baie pendant deux jours et demi. Les travailleuses, notamment les employées du commerce qui ont lancé l'action, ont joué un rôle de premier plan dans l'organisation et le maintien de la grève malgré la violence policière.

La grève d'Oakland a cependant échoué lorsque Dave Beck, du syndicat des Teamsters, a imposé un accord qui ne donnait aux travailleurs pratiquement rien de ce qu'ils revendiquaient. Comme le relève un témoignage de l'époque, la direction de l'AFL «n'a pas proposé d'accord qui protège les emplois et règle leurs griefs. Ils sont retournés au travail sans protection et sans avoir rien obtenu⁴». Ce schéma – une mobilisation impressionnante qui ne se traduit pas par une victoire politique en raison d'échecs stratégiques ou de faillite des directions – est devenu une caractéristique déterminante de l'histoire du mouvement syndical américain après la Seconde Guerre mondiale.

La loi Taft-Hartley, adoptée en 1947 malgré le veto du président Truman, a profondément remodelé le droit du travail en limitant

3. Erik Loomis, «Shutting It All Down: The Power of General Strikes in U.S. History», *In these Times*, 2 novembre 2011.

4. Justin Tomlin, «The 1946 Oakland General Strike», *Socialist Alternative*, 10 février 2022.



les boycotts secondaires, en autorisant les États à adopter des lois sur le «droit au travail» et en obligeant les dirigeants syndicaux à signer des serments de loyauté au plus fort de l'anticommunisme de la guerre froide. Les historiens estiment que cette loi a constitué un tournant décisif dans l'histoire du mouvement syndical américain, mettant fin à une ère de grèves militantes et inaugurant des décennies de déclin syndical.

Seattle, 1919

Le 6 février 1919, les ouvriers des chantiers navals se sont mis en grève pour obtenir des augmentations de salaire. Le Seattle Central Labor Council a réagi en appelant à une grève générale de solidarité. En quelques jours, 65 000 personnes ont cessé le travail et paralysé la ville pendant cinq jours.

Les syndicalistes ont organisé la «Labor War Veteran's Guard», une milice armée mais non violente composée de 300 anciens combattants qui ont maintenu l'ordre sans procéder à une seule arrestation pendant toute la durée de la grève. Ont été également mis en place des comités chargés de l'information, des finances, de la tactique ain que de

l'exemption de grève pour les services essentiels pour la ville.

Mais la grève n'a pas atteint son objectif. Le Seattle Central Labor Council n'avait pas clairement défini ses objectifs : s'agissait-il simplement d'une manifestation de solidarité envers les travailleurs des chantiers navals ou fallait-il déployer la force du mouvement ouvrier de Seattle pour imposer une décision ? Face aux menaces du maire de faire appel aux troupes fédérales, les dirigeants de la grève ont mis fin à l'action après cinq jours.

Minneapolis, 1934

La grève des Teamsters de Minneapolis constitue un parallèle historique local plus réussi. Menée par des militants trotskistes, dont Farrell Dobbs et Carl Skoglund, au sein de la section locale 574 des Teamsters, la grève s'est déroulée de mai à août 1934 et a donné lieu à des tactiques innovantes, notamment des «escadrons volants» de piquets mobiles et une défense communautaire coordonnée.

Le mouvement gréviste a réussi à obtenir la reconnaissance syndicale et des

augmentations salariales malgré la farouche opposition des patrons, la violence policière (deux grévistes ont été tués) et l'absence de soutien de la part de la direction conservatrice des Teamsters. Cette grève des Teamsters de Minneapolis a cependant démontré que les syndicalistes pouvaient à la base organiser une action soutenue et obtenir des gains réels lorsqu'ils avaient des revendications claires, identifiaient leurs ennemis et savaient précisément ce qui constituerait une victoire.

Réflexions sur l'efficacité des grèves

Les recherches d'Erica Chenoweth sur la résistance civile ont montré que les mouvements auxquels participent 3,5 % ou plus de la population d'un pays n'ont jamais échoué, mais que la participation moyenne maximale aux mouvements depuis 2010 est tombée à seulement 1,3 % de la population, contre 2,7 % dans les années 1990⁵.

Elle identifie deux facteurs clés dans le déclin des mouvements contemporains : la diminution de la participation massive et la dépendance excessive à l'égard des manifestations de masse, au détriment d'autres techniques telles que les grèves générales et la désobéissance civile massive, qui peuvent perturber plus efficacement la stabilité du régime.

La grève du Minnesota, qui a rassemblé entre 50 000 et 100 000 personnes dans un État comptant environ 5,7 millions d'habitantes, a atteint un taux de participation d'environ 0,9 à 1,75 % de la population, ce qui est considérable selon les normes des années 2020, mais inférieur au seuil historique de 3,5 % à partir duquel les mouvements ont connu le succès.

L'histoire montre que les grèves générales sont plus efficaces lorsqu'elles s'inscrivent dans le cadre de campagnes plus larges, avec plusieurs tactiques déployées de manière séquentielle au fil du temps ou lorsqu'elles représentent le point culminant d'une escalade de la pression plutôt que des actions ponctuelles et soudaines.

À l'aune de ces critères historiques, la grève du 23 janvier dans le Minnesota semblait être un début plutôt qu'un point culminant. La question est de savoir s'il sera possible de maintenir une pression soutenue afin de clarifier les mesures fédérales qui permettraient de résoudre les griefs sous-jacents à la grève.

Stratégies pour maintenir la pression

Le précédent de la grève des Teamsters à Minneapolis de 1934 montre que des campagnes soutenues combinant plusieurs tactiques sur plusieurs mois peuvent réussir là où des actions ponctuelles échouent. Les Teamsters ont mené trois grèves distinctes en mai, juin et juillet 1934, chacune intensifiant la pression et chacune suivie de négociations qui ont clarifié ce à quoi ressemblerait une capitulation.

Les mouvements contemporains pourraient concevoir des campagnes avec une escalade prédéterminée : des grèves d'une journée, suivies de grèves tournantes dans des secteurs particuliers, puis de grèves de plus longue durée dans des lieux ciblés, avec une communication explicite sur les mesures politiques qui mettraient fin à chaque phase d'escalade.

Pour le mouvement du Minnesota, cela pourrait signifier s'engager dans une série d'actions – grèves mensuelles de durée croissante, débrayages coordonnés par secteur, perturbations ciblées de certaines installations fédérales – avec des messages explicites sur les changements de politique de l'ICE qui réduiraient la pression. L'avantage de cette approche réside dans le maintien de l'initiative et de la dynamique tout en offrant aux adversaires des voies claires vers la désescalade. La difficulté réside dans les ressources organisationnelles nécessaires pour soutenir des campagnes d'escalade pendant des mois, en particulier lorsque celles et ceux qui y participent sont confrontés à des difficultés économiques dues à la perte de salaire et à d'éventuelles représailles de la part de leur employeur.

5. Erica Chenoweth, « The Future of Nonviolent Resistance », *Journal of Democracy*, juillet 2020.

Expansion géographique et leadership local

Les recherches sur les mouvements sociaux couronnés de succès montrent que les mouvements qui renforcent les capacités de leadership local dans plusieurs villes s'avèrent plus durables que ceux qui s'appuient sur une coordination nationale centralisée. L'expansion nationale du 30 janvier a été lancée de manière centralisée depuis Minneapolis-Saint Paul, mais le succès local dépend du développement d'une véritable infrastructure organisationnelle dans chaque ville plutôt que de la reproduction du modèle de Minneapolis.

L'action «Day Without Immigrants» (Une journée sans immigrants) de 2006 a été couronnée de succès grâce à un réseau d'organisations locales de défense des droits des immigrant·es et de syndicats qui se coordonnaient au niveau national mais agissaient au niveau local.

Pour le mouvement actuel, cela pourrait signifier : investir des moyens dans la mise en place de comités d'organisation de la grève dans d'autres villes avant de lancer l'action ; s'assurer que les organisations locales comprennent la situation du mouvement ouvrier dans leur région ; identifier les points d'influence stratégiques (quelles sont les industries les plus concentrées, quels sont les employeurs les plus sensibles à la pression) ; constituer des coalitions capables de mobiliser au-delà des participant·es de la première heure.

Stratégie dirigée vers les entreprises travaillant pour l'ICE

L'histoire du mouvement syndical américain est riche de campagnes sophistiquées qui font pression sur les relations entre les entreprises plutôt que d'opérer par confrontation directe. UNITE HERE a par exemple utilisé avec succès cette approche pour faire pression sur les chaînes hôtelières afin qu'elles améliorent les salaires en ciblant les grandes entreprises clientes et les investisseurs.

Pour l'organisation anti-ICE, cela signifierait identifier les entreprises fournissant de la nourriture, des moyens de transport,

des centres de détention, des technologies de surveillance et d'autres services à l'ICE et ensuite organiser la pression des travailleur·euses et des consommateur·trices sur ces entreprises pour mettre fin à ces contrats.

Cette approche cible les acteurs économiques qui peuvent être plus sensibles à la pression de la population mobilisée que les autorités fédérales elles-mêmes. Des entreprises telles que G4S Security (opérateur de centres de détention), les prestataires de services alimentaires, les fournisseurs de télécommunications, etc. dépendent des contrats gouvernementaux, mais sont également soumises à l'examen du public.

La grève du Minnesota a démontré qu'environ 700 entreprises étaient prêtes à absorber les coûts économiques pour s'opposer à l'opération Metro Surge. Cette même volonté pourrait être canalisée dans des campagnes soutenues ciblant des entreprises spécifiques qui permettent les opérations de l'ICE.

Coordonner l'action juridique, électorale et directe

Les recherches sur les mouvements sociaux montrent que les mouvements combinant plusieurs canaux institutionnels et non institutionnels s'avèrent plus efficaces que ceux qui s'appuient sur une seule tactique.

Les procureurs généraux et les élus municipaux du Minnesota ont intenté un procès contre l'opération Metro Surge ; parallèlement, des personnes soutenues par les syndicats et les organisations de défense des droits des immigrant·es s'engagent sur le plan électoral. Ces efforts pourraient être explicitement coordonnés : les grèves pourraient être programmées de manière à amplifier les poursuites judiciaires lors des dates clés des procès, l'organisation électorale pourrait mettre en avant les positions des candidats sur l'ICE et les grèves, et les litiges pourraient être présentés comme un complément institutionnel à l'action perturbatrice du mouvement.

Le mouvement des droits civiques a combiné des actions directes de masse (sit-in, marches) avec des procédures juridiques (poursuites du NAACP Legal Defense Fund) et l'organisation électorale afin de créer une pression mutuellement renforcée. L'avantage

de cette approche thématique réside dans la création de multiples points de pression auxquels les adversaires doivent faire face simultanément. Le défi consiste à maintenir la coordination entre des organisations ayant des cultures institutionnelles, des calendriers et des tolérances au risque différents.

L'infrastructure d'entraide comme base organisationnelle

La grève du 23 janvier comprenait des éléments d'entraide (centres d'accueil chauffés, distribution de nourriture, garde d'enfants...), mais ceux-ci pourraient être considérablement développés pour servir d'infrastructure à une résistance durable. Ainsi, les programmes de survie du Black Panther Party combinaient la prestation de services (petit-déjeuner gratuit, soins médicaux) avec l'éducation politique et l'organisation communautaire. L'organisation actuelle dans le Minnesota a commencé ce travail : des éducateurs livrent des provisions aux familles immigrées trop effrayées pour quitter leur domicile, des formations d'observateurs de l'ICE sont mises en place auxquels des réseaux communautaires apportent leur soutien.

L'extension de cette infrastructure d'entraide remplirait plusieurs fonctions : elle répond aux besoins matériels immédiats des communautés menacées, démontre une solidarité pratique qui renforce les capacités organisationnelles, crée des alternatives économiques à l'emploi formel qui augmentent le pouvoir des membres de la communauté de refuser des conditions de travail dangereuses ou des raids, et renforce la cohésion sociale qui permet une action collective future.

Au fil du temps, des institutions communautaires parallèles pourraient réduire la dépendance des communautés à l'égard des services publics, augmentant ainsi leur capacité d'action autonome.

Expansion nationale et trajectoire du mouvement

[...] Dans le Minnesota, le développement du mouvement dépend de la capacité à maintenir l'unité de la coalition au-delà de la mobilisation du 23 janvier. Les syndicats pourraient donner la priorité aux

revendications centrées sur le lieu de travail et s'opposer aux tactiques qui risquaient d'entraîner l'arrestation massive de leurs membres. Les organisations de défense des droits des immigrants pourraient donner la priorité à la légalisation et à l'amélioration du statut des immigrants. Les communautés religieuses pourraient mettre l'accent sur le témoignage moral et la non-violence. Les organisations étudiantes pourraient chercher à intensifier leurs tactiques et à maintenir leur élan. Le maintien de l'unité de la coalition entre ces différents groupes nécessiterait un dialogue continu et des processus décisionnels transparents.

La question stratégique à long terme à laquelle était confronté le mouvement du Minnesota était de savoir si les grèves générales pouvaient devenir une tactique périodique des mouvements sociaux et syndicaux, ou si 2026 représenterait une anomalie, une mobilisation ponctuelle en réponse à des incidents catalyseurs particuliers qui se transformerait en une organisation politique routinière une fois l'élan initial dissipé. L'émergence de grèves générales dépend d'une infrastructure organisationnelle capable de mobiliser une participation massive, d'une clarté quant aux revendications et à ce qui constitue une victoire, et de structures d'opportunités politiques qui récompensent la perturbation plutôt que d'autres tactiques. Le mouvement du Minnesota de 2026 avait démontré que cette infrastructure existait et pouvait être activée. La question stratégique déterminante pour l'avenir du mouvement syndical américain restait de savoir si elle pouvait être maintenue et déployée de manière répétée.

Source : [Museum of Protest](#).

**Le Museum of Protest met en ligne divers documents
pouvant être utiles à celles et ceux qui souhaitent
changer les choses.**

Comment étendre la grève générale au-delà des Twin Cities

Stéphanie Luce

25

Le 23 janvier, les syndicats et les organisations communautaires du Minnesota ont captivé l'imagination avec «une journée de vérité et de liberté», un black-out économique qui attiré quelque 100 000 manifestant·es dans le centre-ville de Minneapolis.

Alors que les Twin Cities sont occupées par les agents fédéraux depuis décembre, les Minnesotien·nes ont formé des réseaux de base très serrés pour patrouiller dans les quartiers, nourrir les gens et former les gens ordinaires à repérer les agents de la police des frontières et de l'ICE qui traquent leurs voisins citoyens immigrés.

La mobilisation a franchi un cran avec la [grève générale](#) ayant comme revendications politiques l'expulsion de l'ICE de leur État, la suppression de tout financement fédéral supplémentaire et la mise en accusation de l'agent ayant tué Renee Good. [...] Que s'est-il passé qui a permis de mener à bien une grève aussi réussie? Que peut-on faire pour que de telles actions réussissent ailleurs dans le pays, pour les manifestations du No Kings Day (28 mars) et du 1^{er} mai deviennent également une journée nationale sans travail, sans shopping et sans école?

Le modèle du Minnesota

Tout au long des années 1990 et au début des années 2000, alors que le Minnesota était dirigé par des gouverneurs conservateurs hostiles aux travailleurs, un groupe de syndicats, ainsi que des organisations confessionnelles et communautaires, ont commencé à réfléchir à la manière de travailler ensemble pour renforcer leur pouvoir.

Beaucoup de ces organisations avaient une base réelle et étaient suffisamment

importantes pour vouloir se battre pour des causes plus importantes, mais pas au point de penser pouvoir agir seules. Si elles continuaient à travailler chacune de leur côté, les mouvements continueraient être en retard sur l'évolution de la situation.

Cette collaboration a été officialisée en 2011 sous le nom de Minnesotans for a Fair Economy (Les habitant·es du Minnesota pour une économie équitable); elle a ensuite évolué pour devenir ce que l'on appelle aujourd'hui le «[modèle du Minnesota](#)». Cela signifiait que les dirigeant·es et les membres de ces organisations étaient disposé·es à relever le niveau des attentes, à prendre des risques et à travailler pour établir des relations organisationnelles à long terme¹.

Relever les ambitions

Une coalition ne peut se maintenir pas si les groupes qui s'y joignent le font uniquement parce que c'est «la bonne chose à faire». Chaque groupe doit être persuadé que ses propres intérêts matériels sont liés au succès de l'*alignment*. Voici comment Greg Nammacher, président de la section locale 26 du SEIU, résume les mesures que son syndicat a dû prendre pour que cette orientation fonctionne :

Tout d'abord, il faut mettre de l'ordre dans sa propre maison. Le pouvoir fondamental des mouvements réside dans leur nombre

1. NdT. L'expression américaine utilisée pour désigner ces dispositions à construire des coalitions de long terme est «*alignment*». On se reportera utilement à un document stratégique très détaillé publié en 2024 par la Kalmanovitz Initiative for Labor and the Working Poor de l'université de Georgetown, «[Aligning for Power: A Case Study of Bargaining for the Common Good in Minnesota](#)».

et leur capacité à travailler ensemble au sein d'une même organisation, ce qui nécessite une bonne vieille construction à la base: parler aux membres et susciter des attentes pour les grandes revendications qu'ils souhaitent. C'est une étape effrayante: susciter des attentes oblige les directions à tenir leurs promesses. Le boulot consiste à susciter des attentes et à ne pas les réprimer.

Il faut également créer une structure de direction qui implique davantage de membres et passer d'un modèle de service à une culture d'organisation. D'autres syndicats des Twin Cities ont fait de même au même moment. La présidente de la Federation of Educators de Saint Paul, Leah Van-Dassor, a déclaré qu'«ils étaient passés d'une approche consistant à considérer le syndicat comme un distributeur automatique où l'on peut obtenir une canette de Coca-Cola à une approche consistant à le traiter comme un abonnement à une salle de sport: il faut travailler pour en tirer quelque chose». [...]

Un bloc de pouvoir

Combattre l'ennemi impliquait de savoir qui étaient les grands acteurs qui fixaient les règles, qui étaient les alliés naturels qui avaient le même ennemi et quels étaient les liens entre les revendications de ces différentes organisations. Une campagne réussie doit identifier la cible, connaître ses vulnérabilités, établir des relations avec d'autres acteurs susceptibles d'aider à exercer une influence et créer une crise pour la cible.

Il faut enfin «s'aligner pour construire un pouvoir à long terme». Souvent, nos organisations prises une à une restent bloquées au niveau des campagnes d'entreprise ou thématiques. Cela peut permettre d'établir des coalitions et des relations transactionnelles (si vous nous soutenez sur X, nous vous soutiendrons sur Y), mais il faut développer un «alignement» plus profond. Qui sont vos alliés à long terme, qui doivent siéger à la table des négociations avec vous pour finalement diriger votre ville, votre État ou votre industrie? Comment rassembler les forces qui pourraient former un nouveau bloc au pouvoir?

Cela implique notamment de formuler des revendications trop importantes pour

qu'une seule organisation ou un seul groupe social puisse les obtenir seul. On peut peut-être gagner une grève ou une augmentation de salaire seuls par vous-même, mais il faut formuler des revendications qui s'adressent à ceux qui fixent les règles selon lesquelles nous fonctionnons. Certaines d'entre elles sont ce qu'on appelle les «[revendications pour le bien commun](#)» et d'autres concernent des changements structurels à long terme ([Grassroot Power Project](#)) nécessaires pour transformer le pouvoir et la richesse dans la société.

Dans le Minnesota, le travail d'«alignement» n'a pas été facile; il y a eu à la fois des tensions internes aux organisations et des conflits entre les organisations. Mais elles sont restées engagées et ont élaboré un calendrier commun de luttes, une analyse commune du pouvoir, ainsi qu'une formation et un développement des capacités communes afin de mettre l'accent sur l'engagement des membres, l'éducation politique et le développement d'un leadership (plutôt que de laisser le processus entre les mains des hauts dirigeants). [...]

Grève générale

Nous entendons sans cesse des appels à la grève générale, mais de telles grèves sont rares aux États-Unis. Elles ne sont toutefois pas inconnues. Parmi les exemples notables, citons l'exode massif des esclaves des plantations pendant la guerre civile (ce que W.E.B. Du Bois a appelé «la grande grève») et les célèbres grèves générales de Seattle (1919), San Francisco et Minneapolis (1934) et Oakland (1946).

Plus récemment, les manifestations pour les droits des migrant-es de 2006 ont donné lieu à des débrayages massifs qui ont contraint les employeurs à fermer leurs portes pendant une journée.

L'idée a pris un nouvel élan lorsque l'United Auto Workers (UAW), après sa puissante grève Stand-Up Strike (2023), a appelé le maximum de syndicats à aligner l'expiration de leurs contrats autour du 1^{er} mai 2028, afin de créer un point de convergence à l'échelle nationale et de tirer le meilleur parti du pouvoir des travailleur-euses. L'UAW se concentre particulièrement sur l'obtention d'avancées en matière de soins de santé, de retraites et de réduction du temps de travail.

Mais nous ne pourrions pas organiser une véritable grève générale en 2028 si nous ne nous mobilisons pas dès maintenant.

May Day Strong

Le modèle du Minnesota et l'appel de l'UAW à une saison de grèves en 2028 ont inspiré le syndicat des enseignants de Chicago à créer en 2025 la coalition May Day Strong, un réseau national d'organisations syndicales et communautaires.

May Day Strong s'est efforcé de créer des alliances dans des villes de tout le pays, en alignant l'organisation des lieux de travail et des communautés sur des objectifs, des revendications et des calendriers communs.

May Day Strong organise des écoles de solidarité dans des villes à travers le pays. (*Labor Notes* propose également [des ressources](#) pour aider les gens à organiser eux-mêmes des écoles de riposte.) [...]. Ces écoles sont également un espace où l'on peut s'informer sur les attaques contre notre peuple et notre économie, établir des alliances à long terme et discuter de stratégie.

Renforcer notre pouvoir de perturbation

Notre tâche consiste désormais à renforcer notre pouvoir de non-coopération. Cela peut prendre différentes formes, mais doit aller au-delà d'un simple rassemblement ou d'une simple marche. Nous devons considérer le 1^{er} mai 2026 comme une occasion de tester notre pouvoir ; Labor Day² en sera une autre. Et un véritable test pourrait avoir lieu cet automne, si l'administration Trump inter-fère dans les élections de mi-mandat.

La grève est l'un des meilleurs moyens dont nous disposons, car les employeurs ont une grande influence sur l'État. En ciblant les employeurs qui soutiennent le régime Trump, les travailleurs peuvent utiliser leur pouvoir de perturbation pour exercer une pression économique sur les patrons, générant ainsi une crise qui peut les contraindre à faire défection.

Mais il est toujours difficile de mener à bien une grève, sans parler d'une grève générale. En effet, la plupart des conventions

collectives contiennent des clauses de non-grève, ce qui signifie que faire grève pendant la durée du contrat peut entraîner de lourdes sanctions. Dans de nombreux États, les syndicats du secteur public n'ont pas le droit de faire grève. Faire grève expose non seulement à une perte de salaire mais également à des sanctions disciplinaires et au licenciement.

Malgré les risques, des grèves ont lieu ! Même parmi les travailleurs du secteur public, comme lors de la vague de grèves des enseignants en 2018. Mais les grèves nécessitent une bonne planification. Les travailleurs doivent savoir que s'ils prennent des risques importants, d'autres personnes les soutiennent par des efforts collectifs visant à collecter des fonds, à organiser la garde des enfants et les repas, et à mettre en place une base pour garantir des engagements fiables.

La Minneapolis Regional Labor Federation soutient un moratoire sur les expulsions. Une de ses branches a créé une caisse pour soutenir les travailleur·euses détenu·es illégalement.

Plus les syndicats et les organisations communautaires travaillent ensemble, plus leur pouvoir est grand. [...] [La mobilisation dans le Minnesota] montre à quel point une base solide, une cohésion interne forte et des directions qui laissent leurs membres prendre des initiatives peuvent aider à l'auto-organisation pour mener des ralentissements de travail, des sit-in et d'autres formes d'action directe, y compris des grèves.

Le secret réside dans la combinaison de l'auto-activité et de l'organisation.

Les habitants du Minnesota ont eu quinze ans pour construire leur alliance. Nous pouvons tirer des leçons de leur expérience, mais nous devons apprendre rapidement. Mark et Paul Engler parlent de « [moments de tourbillon](#) ». Soudain, des choses qui semblaient impossibles deviennent possibles. Dans un moment de tourbillon, notre temps semble s'étendre et notre concentration s'intensifie, ouvrant de nouvelles possibilités. Nous n'avons d'autre choix que de passer à l'échelle nationale.

Source : [Labor Notes](#), 30 juin 2026

2. NdT. Aux États-Unis et au Canada, la Fête du travail a lieu le premier lundi de septembre.

Mensonges et illégalité

Timothy Snyder

Ce n'est pas seulement une question d'aversion morale. C'est aussi une question de logique politique.

Des personnes meurent dans des camps de concentration américains, à l'abri des regards. Et d'autres sont exécuté-es dans les rues américaines, sous les yeux de tous et toutes

Cela suffit. Le radicalisme, c'est le pragmatisme

Le président devrait être destitué et condamné, tout comme tous ceux qui sont responsables de ces atrocités. L'ICE devrait être dissoute. Il en va de même pour le département de la Sécurité intérieure. Les autres agences qui en font partie devraient être réparties entre d'autres départements. Et les personnes qui ont tué devraient faire l'objet d'une [enquête](#) et être traduites devant des juges et des jurys.

Mais nous devons voir la logique des meurtres autant que les meurtres eux-mêmes.

L'horreur est une vérité en soi

Mais elle est aussi le signe d'une logique politique, celle des [régimes totalitaires](#) du 20^e siècle, soviétique comme nazi, et des tentatives visant à remplacer l'État de droit par la tyrannie personnelle.

Dans un régime constitutionnel comme le nôtre, la loi s'applique partout et à tout moment. Dans une république comme la nôtre, elle s'applique à tous et toutes. Le tyran en devenir cherche des failles, des brèches à exploiter pour remettre en cause cette logique juridique.

L'une d'entre elles est la frontière. Le pays s'arrête à la frontière. Et donc la loi s'arrête à la frontière. Pour le tyran, la solution évidente consiste donc à étendre la frontière pour qu'elle soit partout, à transformer tout le pays en zone frontalière, où aucune règle ne s'applique.

Staline l'a fait avec les zones frontalières et les déportations dans les années 1930 qui ont précédé la Grande Terreur. Hitler l'a fait avec les rafles d'immigrant-es en 1938 qui visaient les Juifs/Juives sans papiers et les forçaient à traverser la frontière.

Et que fait Trump actuellement ?

De son propre aveu, ainsi que de celui des membres de son cabinet, il utilise l'ICE, officiellement une [autorité frontalière](#), pour imposer ses propres caprices à un État américain. Il n'est pas légal d'attaquer une ville parce que ses politiques fonctionnent. Il n'est pas légal de menacer un État pour obtenir des informations sur ses électeurs et électrices.

La frontière devient le prétexte pour contourner la loi partout, à tout moment et contre n'importe qui. C'est la brèche qui peut être ouverte. Le levier, c'est le mensonge.

Les mensonges commencent par des clichés, des *mèmes*¹ que le gouvernement et les médias nous martèlent dans la tête, sans réfléchir ou avec malveillance.

L'un de ces clichés est « l'application de la loi », qui est répété à l'envi comme une incantation. « L'application de la loi » n'est pas un

1. NdT. Élément de langage reconnaissable et transmis par répétition d'un individu à d'autres.

nom. Ce n'est pas une chose qui existe dans le monde. C'est une action.

Et l'action est quelque chose que nous avons le droit de voir et de juger par nous-mêmes. Les personnes qui appliquent la loi ne portent pas de masques. Et les personnes qui portent des masques et qui commettent des intrusions, des agressions, des coups et des meurtres n'appliquent pas la loi.

Il incombe en effet à certaines autorités locales, étatiques et fédérales de faire respecter la loi. Le fait que des employés fédéraux procèdent à des exécutions publiques leur rend un mauvais service. Le fait que de telles actions soient qualifiées de «maintien de l'ordre» leur rend un encore plus mauvais service.

Les mensonges continuent sous forme d'inversions provocatrices, sous forme de ce que dans *De la tyrannie*, j'ai appelé «des mots dangereux»: il s'agit précisément des mots «terroriste» et «extrémiste». Ces deux mots nous sont connus dans l'histoire comme ceux utilisés par les tyrans. Et ce sont les mots utilisés par les partisan·es de Trump pour diffamer celles et ceux qui ont été tués par leurs politiques.

C'est leur «message», leur banalité du mal, comme l'appelait Hannah Arendt. Ou le mal de la banalité, comme le disait Václav Havel.

Des mots qui deviennent réalité avec la complicité de celles et ceux qui les entendent.

Celles et ceux qui mentent activement sont directement complices des meurtres qui viennent de se produire et de ceux à venir. Mais celles et ceux qui, dans les médias, choisissent de traiter la propagande comme une information, de partir de mensonges plutôt que d'événements, sont également complices. La frontière est la fissure, le mensonge est le coin, et le coin est constitué de personnes – de nous.

Les mots ont leur importance, qu'ils soient prononcés pour la première fois ou répétés. Ils créent une atmosphère, ils normalisent – ou non. Nous pouvons choisir de voir, d'appeler les choses par leur nom, de dénoncer celles et ceux qui mentent. Nous le devons.



L'horreur morale de ces meurtres suffit. Mais il y a aussi une logique politique. Et les deux sont liées. Celles et ceux qui résistent à l'illégalité et aux mensonges font ce qu'il faut. Et elles et ils donnent une seconde chance à la république américaine en danger.

Source : *Thinking About*, janvier 2026.

Traduit par DE.

Thymoty Snyder est historien. Il a notamment publié en français *De la tyrannie: vingt leçons du 20^e siècle*, Paris, Gallimard, 2017.

À lire également :

«[Quelle chose terrible!](#)»

«[Nettoyage ethnique dans l'Ohio? Les mensonges nazis dans l'Amérique de Vance](#)»

Une longue tradition : les villes sanctuaires et les réseaux de défense communautaire

Rachel Ida Buff

À la suite des meurtres des défenseurs communautaires Renee Macklin Good et Alex Pretti par des agents fédéraux, les commentateurs se sont empressés de comprendre ces actes de violence. Comme on pouvait s'y attendre, les responsables de l'administration s'efforcent d'assimiler la défense communautaire à du terrorisme intérieur, alléguant, contre toute preuve vidéo documentée, que Pretti et Good ont menacé les agents qui les ont assassinés.

Beaucoup d'autres ont défendu la participation aux efforts visant à protéger les quartiers face à l'offensive fédérale organisée contre les communautés immigrées de Minneapolis. Pourtant, les deux camps négligent souvent l'histoire de la défense communautaire et de la formation de sanctuaires comme résistance à long terme à la colonisation et à la répression aux États-Unis.

Au cours de l'offensive actuelle contre les communautés immigrées urbaines dans des villes sanctuaires comme Chicago, Portland et Minneapolis, les réseaux de réponse rapide et de surveillance des migrations ont contribué à réduire le nombre de personnes emmenées grâce à la surveillance des quartiers et à une large campagne d'information sur les droits individuels. Ces réseaux forment également des bénévoles à observer les activités des agents fédéraux sur le terrain et à avertir et soutenir les communautés touchées.

Ces activités entièrement légales, nécessaires dans le contexte des nombreuses violations des droits des citoyens et des non-citoyens par l'administration actuelle, s'appuient sur une organisation qui existe sur ce continent depuis au moins le 17^e siècle.

Issue des pratiques populaires du Black Panther Party et de l'American Indian Movement (AIM), l'[observation légale](#) rassemble les résident·es pour surveiller les forces de l'ordre.

Après que trop d'Américains autochtones de Minneapolis se soient retrouvés gelés dans les coffres des voitures de police, l'AIM a commencé à surveiller la police de la ville en 1968. De même, le [Black Panther Party](#), fondé à Oakland en 1966, a réagi à la brutalité policière en patrouillant dans les communautés afro-américaines et en créant des cliniques dans le cadre de ses vastes efforts de défense communautaire.

Dans le contexte des attaques actuelles de l'ICE, l'observation juridique est devenue un aspect essentiel de la défense communautaire et de l'organisation des sanctuaires. Ces dernières semaines, la patrouille de l'AIM a recommencé à arpenter les quartiers des Twin Cities.

Heather Bruegl, organisatrice et historienne du peuple Oneida, explique :

Nous pouvons observer qu'aujourd'hui cela recommence, que les droits individuels sont bafoués. Nous voyons des autochtones, des membres de tribus, être détenus. Il est important que des groupes comme l'AIM et d'autres groupes se mobilisent à nouveau, travaillent au sein de la communauté et veillent à ce que nous nous protégeons les uns les autres.

Sanctuaires et résistances

Ces formes de résistance à la répression militarisée ont des précédents historiques. Bien que les idées mêmes de sanctuaire et de défense communautaire soient devenues

controversées à une époque où le discours politique est marqué par une xénophobie extrême et par la diabolisation de l'action collective, ces pratiques sont antérieures à la fondation des États-Unis en tant que nation. Elles ont joué un rôle fondamental pour la survie collective tout au long de l'histoire de la colonisation et de la migration dans les Amériques.

La pratique des sanctuaires a été un élément central, bien que souvent occulté, de l'histoire des Amériques.

Peu après que les navires européens ont amené des Africain·es réduits en esclavage, des communautés de Marrons ont vu le jour dans des endroits reculés et difficiles d'accès, comme le Great Dismal Swamp en Virginie et les Everglades en Floride. Ces communautés ont accueilli des personnes venues d'Afrique ou d'Europe et des autochtones fuyant les régimes sévères d'esclavage et de colonialisme qui leur étaient imposés.

Dans *Slavery's Exiles: The Story of the American Maroons*, l'historienne Sylviane Diouf décrit les communautés marronnes comme des espaces de «mouvement, d'indépendance et de réinvention où de nouveaux types de vie ont été créés et ont évolué; où des réseaux ont été construits et consolidés, et où la solidarité s'est exprimée de manière concrète, rendant possible le mode de vie alternatif des marrons».

Les communautés marronnes multiraciales et les campements autochtones multiraciaux qui ont vu le jour le long des frontières de la colonisation partagent de nombreux aspects des pratiques contemporaines de défense communautaire. La reconnaissance de ces parallèles historiques remodèle notre compréhension collective de la longévité et de l'élasticité des pratiques de sanctuaire et met en lumière les raisons pour lesquelles le régime actuel cherche à les diaboliser.

Prophetstown, Indiana

À Prophetstown, dans l'Indiana, par exemple, un parc national fondé en 2004 commémore le campement autochtone multinational créé par les frères Tecumseh et Tenskwatawa du peuple Shawnee au début des années 1800. Bien que le gouverneur des territoires de l'Indiana et futur président William Henry Harrison ait vaincu le rassemblement intertribal et réduit Prophetstown

en cendres, le lieu constitue un hommage au pouvoir de l'organisation collective contre la déportation.

La révolution américaine a été conclue par le traité de Paris qui a tracé les frontières de la nouvelle nation à l'est des Appalaches. Mais dans les décennies qui ont suivi la révolution, les pionniers ont afflué par-delà les montagnes vers les terres autochtones, faisant de la vallée de l'Ohio une nouvelle frontière de la colonisation. Les fermes que ces colons ont revendiquées et clôturées ont interrompu les pratiques autochtones ancestrales de partage des terres.

Pour les États-Unis nouvellement créés, la vallée de l'Ohio était nécessaire à la sécurité nationale contre les incursions autochtones, anglaises, françaises et espagnoles. Pour les peuples autochtones, la colonisation euro-américaine a été synonyme de catastrophe.

Dans l'espoir de résister à l'expansion américaine, les peuples autochtones de tout le pays se sont joints au campement de Prophetstown. Les espaces de refuge qu'ils ont créés intégraient la vie quotidienne, la pratique spirituelle et l'éducation politique. Que ce soit pour l'entraide pour les récoltes, pour la garde des enfants, la construction d'habitations ou encore l'organisation de la défense, ces espaces de refuge étaient des lieux d'entraide collective.

Connu dans ses dernières années comme le Grand Prophète shawnee, Tenskwatawa est devenu un leader spirituel [...] qui prêchait le retour aux modes de vie traditionnels pour se protéger contre de nouveaux déplacements et pour recouvrer leurs terres. [...]

[D'autres chefs spirituels autochtones] faisaient de telles prophéties qui comportaient à la fois des aspects spirituels et politiques. Chacune d'entre elles a donné lieu à la construction d'une ville refuge temporaire par un groupe multinational de disciples autochtones, dont beaucoup avaient été déplacés de leurs foyers et étaient déterminés à lutter contre de nouvelles expulsions.

Une ville sanctuaire

En 1805, des membres d'une douzaine de tribus du Midwest se sont rendus au campement de Tenskwatawa à Greenville, dans l'Ohio. À l'instar des caravanes de migrant·es d'aujourd'hui, composées de groupes



diversifiés de personnes marchant ensemble à travers l'Amérique centrale à la recherche d'un refuge plus au Nord, bon nombre de ces voyageurs avaient déjà été témoins de la guerre et de la destruction de l'environnement dans leur pays d'origine.

Dans la ville sanctuaire qu'ils ont créée ensemble, les gens montaient la garde contre les forces hostiles, partageaient leurs provisions et échangeaient des histoires, créant ainsi des liens qui les ont soutenus dans leur campement temporaire et bien au-delà.

Bien que les gens se rassemblaient dans ces espaces sanctuaires dans un fervent espoir de survie collective, leurs tentatives de trouver un refuge sûr ont été largement diabolisées. Ainsi, la peur de la Danse des Esprits a poussé l'armée américaine à massacrer en 1890 près de 300 Lakotas qui campaient à Wounded Knee. (À ce sujet, le secrétaire à la défense [Pete Hegseth](#) a récemment défendu les médailles d'honneur décernées aux soldats qui ont assassiné des anciens, des femmes et des enfants à Wounded Knee !)

Tout comme la crainte d'une insurrection autochtone a précipité le massacre des

adeptes de la danse des Esprits¹, l'idée que les caravanes de migrant-es contemporaines sont des hordes de voyous déterminés à détruire les États-Unis alimente la guerre actuelle contre les migrant-es contre celles et ceux qui cherchent un asile. D'où la diabolisation des pratiques des sanctuaires.

Tom Homan, le « tsar des frontières », qualifie systématiquement les villes sanctuaires de « sanctuaires pour criminels », dénigrant ainsi l'histoire de ces espaces.

Pendant que son frère rassemblait des gens pour construire leur ville sanctuaire, Tecumseh parcourait le Midwest et le Sud pour parler aux nations autochtones dispersées de la nécessité pour les Indiens de s'unir pour défendre leurs terres. Il expliquait :

Ces terres sont les nôtres, et personne n'a le droit de nous en chasser. Le Grand Esprit là-haut nous a désigné cet endroit pour y allumer nos feux.

1. NdT. Mouvement millénariste amérindien apparu à la fin du 19^e siècle qui prédisait le retour de l'Âge d'or. Il est associé à la révolte des Sioux de 1890 et fut décimé à Wounded Knee par l'armée. La pratique de la danse des esprits fut longtemps interdites.

Ses discours enflammés ont incité de nombreux autres Indiens à s'engager à collaborer avec l'alliance autochtone qu'il avait imaginée, et beaucoup ont déménagé pour rejoindre la nouvelle communauté refuge de l'Ohio.

Tecumseh et Tenskwatawa se sont inspirés des traditions prophétiques autochtones pour mobiliser une large résistance contre la dépossession. De même, les communautés abolitionnistes organisées dans les Églises noires de villes comme Philadelphie et Milwaukee se sont inspirées des Écritures chrétiennes pour défendre les esclaves en fuite contre les exactions des chasseurs d'esclaves, rendues possibles par les lois sur les fugitifs pendant la longue et violente période qui a précédé la guerre civile.

Ensemble, ils ont accueilli ceux qui étaient pris pour cible par la police et les chasseurs d'esclaves, résistant collectivement aux tentatives d'asservissement des Noirs libres.

Alors que la nourriture venait à manquer dans l'Ohio et que certains chefs autochtones locaux signaient des traités cédant leurs terres au gouvernement américain, le chaman potawatomi Main Poc encouragea Tenskwatawa à déplacer le campement vers l'ouest, dans le pays potawatomi. En 1808, Prophetstown, près de l'actuelle Lafayette, dans l'Indiana, devint le centre du renouveau spirituel et de la résistance politique autochtones dans la vallée de l'Ohio.

Les peuples autochtones du Midwest et d'ailleurs se sont déplacés en caravane vers ce campement, qui a fini par compter plus de trois mille personnes. Dans son article, «[Prophetstown on the Wabash: The Native Spiritual Defense of the Old Northwest](#)», l'historien Timothy Willig explique que les peuples autochtones locaux considéraient depuis longtemps la région, au confluent des rivières Wabash et Tippecanoe près de Prophetstown, comme un site spirituel puissant.

D'un point de vue stratégique, ces rivières donnaient accès aux régions de l'Illinois et des Grands Lacs. Elles fournissaient également de l'eau potable et, peut-être, un sentiment de refuge et de réconfort aux milliers de personnes attirées par le campement.

Dans des termes qui font écho à de nombreux rapports sur les communautés

marronnes du sud des États-Unis, William Henry Harrison observait :

Il se trouve immédiatement au centre de ce beau pays où il [Tecumseh] souhaite nous empêcher de nous installer – et surtout, il a immédiatement derrière lui un pays qui n'a été que peu exploré... dans lequel notre cavalerie ne pourrait pénétrer, et notre infanterie, seulement au prix d'efforts lents et laborieux.

Les espaces sanctuaires comme Prophetstown voient le jour dans des moments de grave péril, offrant un refuge et une aide communautaire contre les actions militarisées de l'État qui déplacent les populations, menacent leurs foyers et les obligent à prendre des décisions difficiles concernant la fuite et la réinstallation.

Prophetstown était l'une des nombreuses villes sanctuaires construites tout au long de l'histoire américaine pour abriter des personnes rassemblées dans l'espoir de défendre leur patrie et leur mode de vie. Il en existe beaucoup d'autres, depuis les premières communautés marronnes, en passant par les nombreux espaces autochtones créés par solidarité et résistance, jusqu'aux villes du nord qui ont bafoué les lois sur les esclaves fugitifs et ont abrité les Afro-Américains pendant la longue période qui a précédé la guerre civile.

L'inspiration de la théologie de la libération

Dans les années 1980, de nombreuses institutions religieuses se sont inspirées de la théologie de la libération latino-américaine pour ouvrir leurs portes aux demandeurs d'asile d'Amérique centrale, dont beaucoup étaient issus de communautés autochtones.

Ces institutions ont reconnu l'impératif spirituel d'héberger et d'organiser les dépossédés, prenant au sérieux l'injonction de l'archevêque salvadorien Oscar Romero, assassiné, concernant l'accompagnement :

Ce que la garde nationale est susceptible de faire est injuste. Si elle attaque, vous devez être aux côtés des *campesinos*. Accompagnez-les. Prenez les mêmes risques qu'eux.

Les migrant-es fuyant les ravages des guerres soutenues par les États-Unis en



Amérique centrale ont sensibilisé les activistes aux États-Unis à la théologie de la libération. L'accompagnement est ainsi devenu l'une des pratiques clés des années 1980. Un nouveau mouvement de sanctuarisation a ainsi refait surface au début des années 2000, parallèlement à l'intensification des campagnes contre les sans papiers menées par les politiciens démocrates et républicains.

À l'heure actuelle, les observatoires et les réseaux de défense contre les expulsions renforcent les politiques de sanctuaire et les créent là où elles ne sont pas en vigueur. Les campements pro-palestiniens dans les universités du monde entier étaient des villes sanctuaires temporaires, construites grâce à la solidarité multiraciale et interconfessionnelle, où se déroulaient des discussions interdites ailleurs.

La guerre actuelle contre les villes sanctuaires se déroule à une époque de révisionnisme historique radical, où les forces de l'État tentent de reléguer une grande partie de notre histoire collective dans l'oubli. Tout en tentant de détruire les espaces sanctuaires, le régime actuel s'efforce d'en effacer même le souvenir.

Se battant pour le bien-être d'un petit pourcentage de personnes riches au

détriment du bien commun, ce régime redoute le pouvoir et l'inévitabilité de la résistance collective.

Mais le pouvoir spirituel et politique des espaces sanctuaires perdure. Le message de Prophetstown a survécu à l'incendie du campement par Harrison ainsi qu'aux déplacements forcés de nombreux autochtones de la vallée de l'Ohio vers le « pays indien » en Oklahoma.

Malgré les efforts continus visant à discréditer les réseaux de défense communautaire et les villes sanctuaires, ceux-ci continuent de représenter des forces démocratiques puissantes qui résistent et survivent à la brutalité autoritaire.

En défendant leurs communautés, les habitants de Minneapolis et de Saint Paul incarnent une tradition américaine ancestrale. L'histoire se souviendra de leur courage.

Source : *Against the Current*, 30 janvier 2026.

Rachel Ida Buff enseigne l'histoire à l'université du Wisconsin-Milwaukee. Spécialiste de l'immigration, elle enseigne également les études afro-américaines et est membre du conseil consultatif de Jewish Voice for Peace. Buff est l'auteure de trois ouvrages sur les droits des immigrants, dont le glossaire bilingue de 2020, *A is for Asylum Seeker: Words for People on the Move/A de Asilo: Palabras para Personas en Movimiento* (Fordham, 2020).

Les enseignant·es au cœur de la résistance

Sou Mi et Luigi Morris

35

S'appuyant sur l'expérience acquise au cours des dernières années dans le cadre de luttes communes, les enseignant·es de Minneapolis ont transformé les écoles en centres de résistance dans la lutte contre la terreur de l'ICE. [...]

La bataille n'est pas encore terminée. Il reste encore plus de 2000 agents qui continueront à semer la terreur dans les rues du Minnesota, sans parler des centaines d'agents des forces de l'ordre locales qui travaillent avec eux. Pourtant, même ce retrait partiel n'a pas été rendu possible par une quelconque bonne volonté ou un esprit bipartisan, mais par la [révolte de la communauté](#). [...]

Des patrouilles de quartier sont présentes partout, en particulier près des écoles. Des réseaux d'alerte sont activés à tout moment pour avertir la communauté de la présence de l'ICE. Qu'il s'agisse de collecter des fonds pour aider les immigrant·es à payer leur loyer ou de leur livrer de la nourriture à domicile, les communautés se sont rapprochées pour surmonter cette épreuve.

Alors que des comités de protection se sont formés dans les écoles à travers tout le pays, Minneapolis est devenue le terrain majeur de l'expérimentation de cette manière de lutter.

Les écoles de la ville sont devenues des forteresses contre l'ICE, soutenues par un vaste réseau de solidarité composé d'enseignants, d'élèves et de parents. Forgé par des années de lutte commune, ce réseau sert désormais de première ligne de défense pour les familles immigrées.

Désireux d'entendre leurs histoires, nous avons discuté avec trois enseignantes du primaire un mardi après-midi.

Protéger la communauté dans les salles de classe

Il est désormais impossible d'ignorer à quel point les enseignant·es et leur communauté ont été transformés par l'offensive de trumpiste. Les menaces d'expulsion, le harcèlement et les déportations sont constantes. Les salles de classe vides sont monnaie courante, car près de la moitié des élèves restent chez eux face à la terreur de l'ICE. Les enseignant·es se sont donc adapté·es à une nouvelle réalité d'apprentissage hybride. Seul un tiers environ de ses 26 élèves assiste aux cours en personne, témoigne une professeure.

Mais qu'est-ce que l'apprentissage dans ces conditions ? R, se demande à haute voix si elle est une « bonne » enseignante lorsque dans le moment actuel elle s'écarte du programme scolaire. Mais cela ne la dérange pas. Elle souligne que pour elle, le plus important est de réserver un espace pour ses élèves qui vivent dans la peur de voir leur famille et leurs amis emmenés, et de les aider à gérer ces sentiments forts.

Chaque enseignant·e de son école a un élève qui a personnellement vécu ou été témoin de la détention ou du harcèlement d'une personne par l'ICE. Chaque jour, la présence de l'ICE pèse lourdement, que ce soit sous la forme de cris et de sifflets provenant de la rue et retransmis par la visioconférence pendant les cours, ou d'un élève qui doit s'absenter parce que l'ICE se trouve dans sa rue, dans son immeuble, voire à sa porte.

L'impact de l'ICE s'étend bien au-delà des familles immigrées. Elles ne sont plus les seuls visés : beaucoup d'élèves autochtones

et noirs restent également chez eux. Longtemps victimes de violences policières, ces communautés comprennent que la répression ne s'arrête pas à la question des immigrant-es et que lorsque l'État intensifie ses mesures, il s'en prend à tous ceux qu'il a historiquement opprimés. [...]

Poussés par certains parents, surnommés les «supermamans», les enseignant-es se sont rapidement mobilisés aux côtés de la communauté lorsque l'opération Metro Surge a débuté en décembre, juste au moment où les vacances d'hiver commençaient.

La naissance d'un réseau

Conscient-es que de nombreux amis et camarades de classe de leurs enfants étaient précisément la cible de cette offensive, les enseignant-es et les parents se sont rapidement mobilisés pour répondre aux besoins des familles qui «se réfugiaient sur place».

Ce qui a commencé par des livraisons hebdomadaires de provisions et d'autres produits de première nécessité pour ces familles s'est rapidement transformé en quelque chose de beaucoup plus important. On escorte les élèves et les parents non seulement à l'école, mais aussi à leurs rendez-vous et partout où ils doivent se rendre. Lorsque les parents ne peuvent pas travailler, les enseignant-es et les parents organisent des collectes de fonds pour les aider à payer leur loyer afin qu'ils ne se retrouvent pas dans une situation encore plus précaire et ne soient pas expulsés.

Et puis, il y a la créativité. Que ce soit en cuisine ou dans l'artisanat, afin de générer des revenus supplémentaires, les parents ont organisé des ateliers à distance avec ceux qui ont des compétences à partager. C'est une opération complexe, qui consiste à passer d'un tableau Excel à un formulaire et à différentes discussions en ligne à tout moment, car l'ICE change de tactique et les oblige à changer la leur. Mais l'attention ne s'arrête jamais.

Au milieu de tout cela, les enseignant-es sont dans leur classe, gérant les craintes et le désarroi de leurs élèves quant à leur place dans le monde. [...]

La peur touche tout le monde. On évoque des familles qui se sont auto-expulsés, ainsi que des difficultés à enseigner malgré cette douleur et à se présenter devant ses élèves.

D'autres décrivent se réveiller à 3 heures du matin, terrifiés à l'idée que l'ICE soit devant leur porte alors qu'ils aident des familles d'immigrants.

Les lignes de bataille étant tracées, l'ICE n'hésite pas non plus à s'en prendre à celles et ceux qui participent au soutien. S, une femme d'une soixantaine d'années, décrit la peur qu'elle a ressentie lorsqu'elle a tenté pour la première fois de livrer des provisions en décembre. Elle a appelé R, de plusieurs décennies sa cadette, pour l'accompagner. Depuis, elles ont également vu ces rôles s'inverser. Comme elles le disent, elles sont vraiment toutes dans le même bateau.

Tous et toutes soulignent qu'il est impossible d'affronter cette situation et de trouver de l'espoir et de la confiance sans la communauté. Cette communauté a été construite en luttant ensemble. Il y a d'abord eu la pandémie de Covid-19, puis, quelques mois plus tard, la lutte après le meurtre de George Floyd avec une ville en révolte contre le racisme et les violences policières. C'est une communauté qui s'est renforcée et consolidée en dansant ensemble dans le froid sur les piquets de grève pendant les 18 jours de grève des enseignants en mars 2022, la première à Minneapolis depuis un demi-siècle. [...]

Dans les écoles de Minneapolis, les enseignant-es ne se contentent pas d'enseigner sous le feu des critiques, ils et elles contribuent également à mettre en place l'infrastructure de résistance dont la classe ouvrière a besoin pour survivre et riposter.

Lorsque les syndicats, les chefs religieux et les organisations communautaires ont appelé à une journée «sans travail, sans école, sans shopping», les syndicats d'enseignants des Twin Cities se sont joints à l'appel. Mais nos syndicats doivent faire plus que prononcer des déclarations fortes avec une solidarité purement symbolique: ils doivent se mobiliser activement et mettre toutes leurs ressources au service de la défense de la communauté, en utilisant tout ce qui est en leur pouvoir pour vaincre la terreur de l'ICE.

Si les syndicats se joignaient activement à cette lutte, les écoles pourraient devenir des bastions centralisant la résistance. Les enseignant-e comprennent parfaitement les besoins de la communauté, avec laquelle ils interagissent quotidiennement. Des

assemblées et des réunions dans chaque école pourraient constituer un immense pas en avant dans la coordination de la lutte, où les enseignants, les élèves et les parents pourraient se réunir non seulement pour discuter de la manière de se protéger mutuellement, mais aussi de ce dont ils ont besoin.

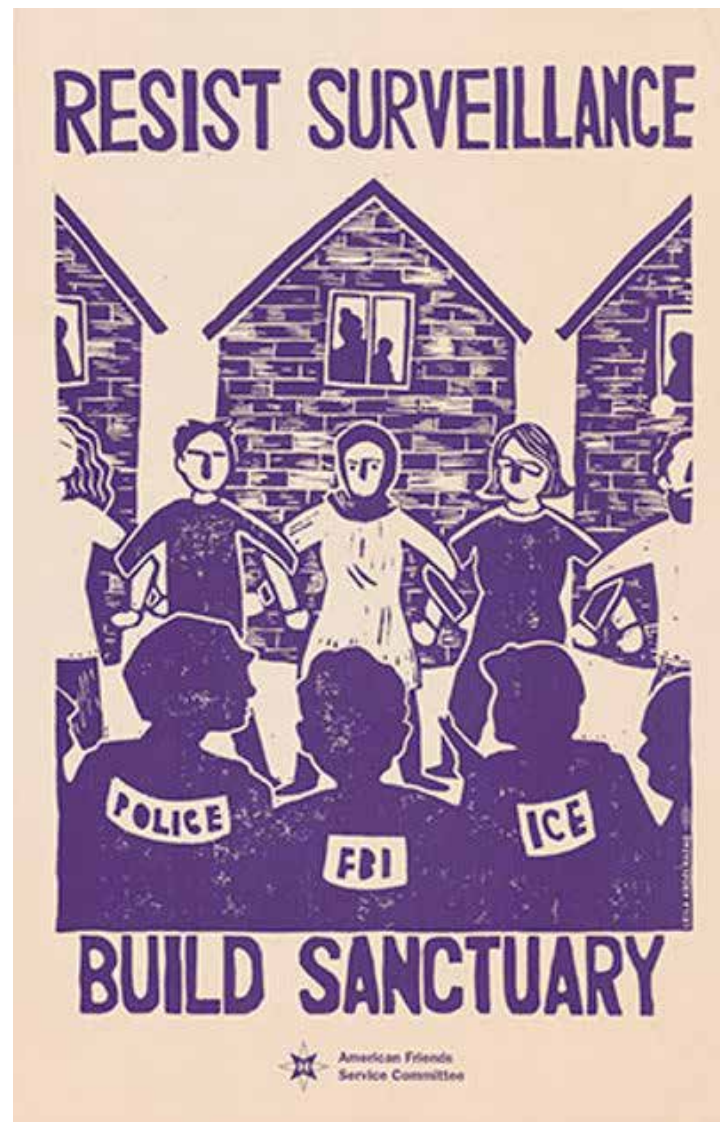
Ces instances pourraient coordonner et centraliser davantage leur réponse au niveau des quartiers et de la ville. Les syndicats disposent déjà de cette infrastructure et pourraient mener la charge pour coordonner les ressources dans tout le district. Les syndicats enseignants pourraient travailler avec ceux des services, des chauffeurs de bus pourraient assurer le transport des familles en toute sécurité. Les locaux et les ressources des syndicats pourraient servir à soutenir les travailleurs et les familles qui se réfugient sur place, notamment par le biais d'initiatives d'entraide. Ces comités pourraient devenir les structures qui coordonnent non seulement les besoins quotidiens et la défense contre l'ICE, mais aussi où les travailleurs peuvent planifier et mener de grandes journées d'action pour faire grève et tout arrêter.

Nous ne pouvons plus repousser cela. Les premiers pas de recul de Trump montrent l'immense potentiel de ce qui est possible lorsque nous nous levons et luttons ensemble. L'ICE et Trump sont venus pour les immigrants, mais ils se sont heurtés à la résistance de Minneapolis, qui pousse toute une nation à agir. Les enseignants, aux côtés des élèves, des parents et de la communauté, sont déterminés à vaincre l'ICE. Comme l'a dit un enseignant : « Nous ne voulons pas qu'ils aillent ailleurs ; nous voulons les vaincre ici afin qu'ils ne le fassent pas ailleurs. »

Le moment est venu de remporter cette victoire retentissante.

Source : [Left Voice](#), 7 février 2026.

Sou Mi et Luigi Morris militent à New York



ADRESSES À VISITER

CLIQUER SUR LES IMAGES

Un entretien vidéo avec Kieran Knutson,
président du Communication Workers
of America (local 7250)

«ICE hors du Minnesota : les syndicats et les
Églises mènent une grève économique lors de la
Journée de la vérité et de la liberté».



La grève de 1934 à Minneapolis

Cette grève a contribué à instaurer une forte
tradition syndicale à Minneapolis. « Cette grève
a transformé Minneapolis, qui était connue
comme le paradis des briseurs de grève, en une
ville d'espoir pour ceux qui travaillent dur. »



Bruce Springsteen
Streets Of Minneapolis



Pourquoi les syndicats
ne peuvent ignorer l'ICE

De l'agriculture à la transformation de la viande
en passant par les services, l'application des
lois sur l'immigration sert à discipliner la main-
d'œuvre.



L'Autre Amérique (1992-1998),
une revue qui plongeait au cœur
du mouvement social américain



New Politics
Quelques articles de Dan La Botz

NewPolitics

«ICE Murder of Minneapolis Woman Leads to
Grief, Anger, Sparks National Protests»

«Widespread Protest in Los Angeles against ICE
Raids and Trump's Mobilization of the National
Guard»

«ICE Murder of Minneapolis Woman Leads to
Grief, Anger, Sparks National Protests»

L'ICE mène une guerre des classes

Anthony Teso

39

L'ICE n'est pas simplement une agence fédérale chargée de faire respecter les lois sur l'immigration. L'ICE symbolise les contradictions au cœur de la société capitaliste, un système qui dépend de la main-d'œuvre immigrée tout en criminalisant et en exploitant ces mêmes travailleurs. Pour comprendre l'ICE, il faut examiner comment l'application des lois sur l'immigration sert les intérêts du capital en perpétuant les divisions au sein de la classe ouvrière et en fonctionnant comme un mécanisme de contrôle social. Cette dynamique nuit en fin de compte à tous les travailleurs, quel que soit leur statut de citoyen-neté.

Au cœur du capitalisme se trouve la demande d'une main-d'œuvre à la fois vulnérable et facilement exploitable, souvent fournie par des travailleurs sans papiers. Ces personnes sont largement employées dans des secteurs tels que l'agriculture, la transformation de la viande, la construction, l'hôtellerie et le travail domestique. Elles reçoivent souvent des salaires inférieurs au minimum légal et endurent des conditions qui violent les normes du travail établies. La menace constante d'expulsion les empêche de se plaindre du vol de salaire, des environnements dangereux ou du harcèlement sexuel, ce qui en fait des cibles faciles pour l'exploitation.

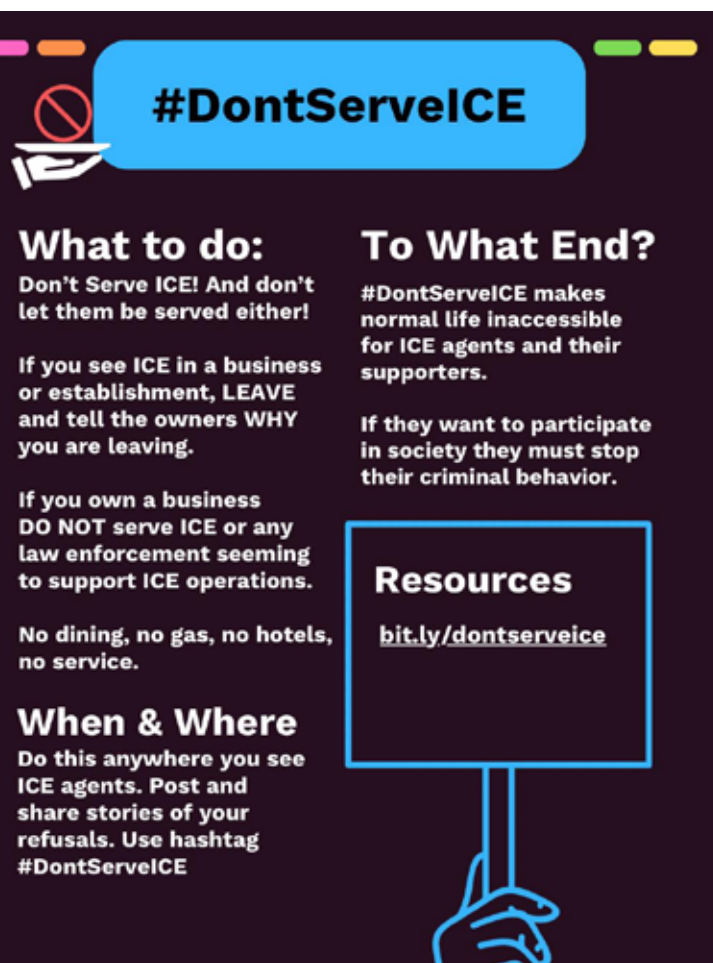
La véritable fonction du système n'est pas de bloquer l'immigration, mais de garantir que ceux qui arrivent restent exploitables et vulnérables.

L'ICE n'existe pas malgré cette exploitation, mais bien à cause d'elle. L'agence veille à la création et au maintien d'une classe sociale défavorisée permanente de travailleurs qui ne peuvent défendre leurs droits sans risquer la détention ou l'expulsion. Cela profite au capital de deux manières significatives : premièrement, en fournissant aux employeurs une main-d'œuvre bon marché et exploitable et, deuxièmement, en exerçant une pression à la baisse sur les salaires et les conditions de travail de tous les travailleurs. La menace d'une intervention de l'ICE limite le pouvoir de négociation de la classe ouvrière, car les employeurs peuvent intimider les travailleurs qui tentent de s'organiser ou les remplacer par d'autres prêts à accepter de mauvaises conditions et de faibles salaires.

L'application des lois sur l'immigration comme outil de division

L'application des lois sur l'immigration n'est pas vraiment conçue pour protéger les travailleurs américains de la concurrence. Il s'agit plutôt d'un outil permettant de créer un marché du travail à plusieurs niveaux, où certains travailleurs peuvent être surexploités tandis que d'autres restent précaires et divisés.

Les frontières agissent comme des mécanismes de contrôle de la main-d'œuvre, dictant qui peut participer à la population active et dans quelles circonstances. La création de l'ICE en 2003, qui a suivi la réorganisation des services d'immigration après le 11 Septembre, n'a pas marqué le début de l'application des lois sur l'immigration. Elle a



plutôt consolidé et militarisé des pratiques anciennes ancrées dans l'histoire, telles que le programme Bracero (1942-1964) qui a fait venir des travailleurs mexicains aux États-Unis sans leur offrir de voie d'accès à la citoyenneté ou de protection du travail. Même après la fin du programme, de nombreux travailleurs sont restés, rejoints par des membres de leur famille et d'autres personnes à la recherche d'opportunités économiques.

La loi sur la réforme et le contrôle de l'immigration de 1986 a offert la légalisation à certains, mais a criminalisé l'emploi de travailleurs sans papiers, les mesures de contrôle visant souvent les travailleurs plutôt que les employeurs. Aujourd'hui, l'ICE mène des raids médiatisés qui expulsent les travailleurs, tandis que les employeurs ne subissent généralement que peu ou pas de répercussions. Ce schéma historique montre que l'application des lois sur l'immigration a toujours donné la priorité aux intérêts des entreprises plutôt qu'aux droits humains ou à la véritable sécurité des frontières. La véritable fonction du système n'est pas de

bloquer l'immigration, mais de garantir que ceux qui arrivent restent exploitables et vulnérables.

L'ICE, un mécanisme de répression étatique

Au-delà de son impact économique, l'ICE fonctionne comme un outil de répression étatique, exerçant des pouvoirs importants qui menacent les libertés civiles de tous. L'agence procède à des arrestations sans mandat, détient des personnes indéfiniment sans procès et gère un vaste réseau de centres de détention qui fonctionnent comme des prisons de facto pour les infractions civiles en matière d'immigration. Bon nombre de ces centres sont privés et gérés par des entreprises qui tirent profit des taux de détention élevés, ce qui les incite à maintenir les établissements pleins. Les conditions dans ces centres violent souvent la dignité humaine fondamentale, avec des cas documentés de soins médicaux inadéquats, d'abus sexuels, de séparation des familles et même de décès.

Des enfants ont été enfermés dans des cages, séparés de leurs parents et soumis à des traumatismes aux effets durables. Il ne s'agit pas d'exceptions, mais d'éléments intégrants d'un système conçu pour instiller la peur et le contrôle au sein des communautés immigrées.

Cette répression sert à discipliner la main-d'œuvre immigrée et à normaliser des pratiques autoritaires qui peuvent ensuite être appliquées à d'autres groupes marginalisés. L'infrastructure de surveillance, de détention et d'expulsion mise en place pour faire respecter les lois sur l'immigration jette les bases d'un contrôle social plus large. Permettre à l'État de traiter un groupe comme jetable porte atteinte aux droits de tous les travailleurs.

L'idéologie de l'«illégalité» : diviser la classe ouvrière

Au cœur de la justification de l'ICE se trouve la catégorisation de certaines personnes comme «illégal», une étiquette déshumanisante qui sert des objectifs idéologiques spécifiques. D'un point de vue socialiste internationaliste, l'idée même d'immigration illégale est intrinsèquement

erronée. Les travailleurs ne sont pas responsables du chômage ou de la baisse des salaires ; ce sont plutôt les capitalistes qui favorisent ces conditions en versant des salaires bas et en encourageant la concurrence entre les travailleurs. La migration est une réponse naturelle aux inégalités mondiales créées par le capitalisme, car les gens cherchent à survivre et à trouver des opportunités face à l'extraction des ressources, aux pratiques de travail abusives et aux accords commerciaux destructeurs comme l'ALENA. Les frontières que l'ICE fait respecter ne sont pas neutres : elles renforcent les dynamiques de pouvoir mondiales en permettant au capital de circuler librement tout en restreignant la mobilité de la main-d'œuvre, ce qui rend plus difficile pour les travailleurs du monde entier de s'unir et d'exiger une rémunération équitable.

L'effet le plus néfaste de l'ICE est peut-être son rôle dans la division de la classe ouvrière. En cultivant la peur et le ressentiment envers les immigrants, l'ICE sape la solidarité nécessaire à une organisation syndicale efficace et à un changement politique. Lorsque les travailleurs natifs du pays reprochent aux immigrants l'instabilité économique au lieu de s'en prendre aux employeurs et aux systèmes responsables, leur colère est mal dirigée. Cette division est intentionnellement encouragée par les politiciens et les médias qui font des immigrants des boucs émissaires, malgré les preuves que ceux-ci contribuent positivement à leurs communautés. Une telle propagande fracture l'unité de la classe ouvrière et empêche la formation de mouvements pour la justice économique.

L'histoire a montré que le succès des mouvements syndicaux dépend de la solidarité entre les races, les ethnies et les nationalités. Des organisations telles que les Industrial Workers of the World et le mouvement des travailleurs agricoles dirigé par César Chávez et Dolores Huerta ont reconnu l'importance d'unir tous les travailleurs, quel que soit leur statut de citoyenneté. L'ICE rend cette unité plus difficile en instillant la peur de l'expulsion, en décourageant la participation aux grèves et aux efforts d'organisation, et en terrorisant les communautés par des raids d'immigration. Ces résultats ne sont pas accidentels, mais constituent des caractéristiques fondamentales du système.

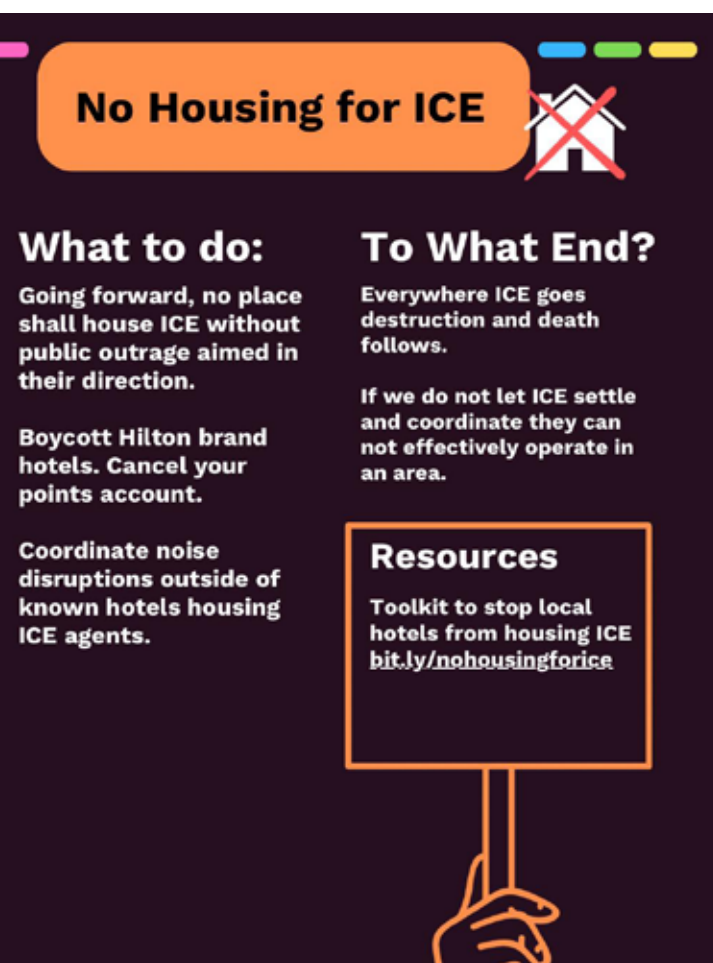
ICE OUT NOW →

Our nation is at a crossroads. It's time to get ICE out of everywhere, once and for all. Ready to defend your rights? Read.

-  **ICE Out of Everywhere**
National Day of Action: Saturday 1/31
-  **No Housing for ICE**
-  **#DontServeICE**
-  **Anti-ICE Primaries**
-  **Build Toward General Strike**

Une vision socialiste : solidarité et dignité

Compte tenu de cette analyse, les socialistes affirment que l'ICE est irréformable et doit être aboli. Cette position s'inscrit dans le cadre de mouvements plus larges visant à abolir des institutions telles que les prisons et la police, affirmant que certains systèmes sont tellement injustes qu'ils ne peuvent être humanisés par des changements progressifs. Abolir l'ICE ne signifie pas ouvrir les frontières au chaos, mais plutôt repenser la politique d'immigration en se basant sur la dignité humaine plutôt que sur la punition et le profit. Cela impliquerait de dépénaliser la migration, de mettre fin à la détention et à l'expulsion comme réponse standard, de créer des voies d'accès à un statut légal pour tous les résidents, d'appliquer les lois du travail de manière égale et de s'attaquer aux causes profondes de la migration par la solidarité internationale et la justice économique. Cela signifie également rejeter l'industrie de la détention à but lucratif, qui profite à des entreprises telles que Core Civic et



GEO Group, qui tirent profit de la souffrance des immigrants et font pression pour que des politiques plus sévères soient mises en place.

Les détracteurs peuvent affirmer que l'abolition de l'ICE est politiquement impossible ou qu'une certaine forme de contrôle de l'immigration est nécessaire. Cependant, les réalités politiques sont façonnées par l'organisation et la lutte. La question clé n'est pas de savoir si un système doit exister, mais si ce système doit être fondé sur la criminalisation et la répression ou sur les droits humains et la justice.

Une approche socialiste de l'immigration reconnaît la liberté de circulation comme un droit humain fondamental et rejette la criminalisation de ceux qui recherchent des opportunités ou la sécurité. Elle s'attaquerait aux inégalités mondiales qui poussent à la migration en remettant en cause l'impérialisme, le commerce déloyal et l'extraction des ressources. Une telle politique étendrait les droits du travail à tous les travailleurs, supprimant ainsi l'incitation pour les employeurs

à exploiter la main-d'œuvre sans papiers. Des voies d'immigration légales généreuses seraient basées sur les besoins humanitaires et le regroupement familial, et non sur la demande des employeurs en main-d'œuvre bon marché. Enfin, une véritable solidarité internationaliste unirait les travailleurs au-delà des frontières, reconnaissant que la lutte contre l'exploitation est mondiale. Lorsque les travailleurs s'organisent ensemble, quel que soit leur lieu de naissance, ils acquièrent un réel pouvoir.

Une approche socialiste de l'immigration reconnaît la liberté de circulation comme un droit humain fondamental et rejette la criminalisation de ceux qui recherchent des opportunités ou la sécurité.

L'ICE n'est pas simplement une agence défaillante qui a besoin d'être réformée. C'est une institution qui défend les intérêts du capital en créant une main-d'œuvre vulnérable, en divisant les travailleurs et en normalisant la répression étatique. L'application actuelle des lois sur l'immigration représente une violence organisée contre les travailleurs, affaiblissant leur pouvoir collectif. Un véritable changement nécessite plus que des ajustements politiques: il exige de repenser la société afin de donner la priorité aux besoins et à la dignité humains plutôt qu'au profit et au contrôle. L'abolition de l'ICE est une étape nécessaire vers un monde où tous les travailleurs peuvent vivre en sécurité et dans la dignité. Il ne s'agit pas d'un rêve utopique, mais d'une exigence pratique pour construire le pouvoir de la classe ouvrière grâce à la solidarité et au démantèlement des institutions qui nous maintiennent divisés et effrayés.

Source: [Tempest](#), 14 janvier 2026. Publié en français sur le site du [Réseau Bastille](#). Traduction ML.

Anthony Teso est enseignant à la retraite.

Le syndicalisme à l'ère de Trump

Martin Gallié

Labor Notes organise depuis quelques mois une série de tables rondes sur le thème : « Comment les syndicats peuvent-ils défendre le pouvoir des travailleurs contre Trump 2.0 ? ». Le site publie au fur et à mesure les textes des intervenantes, des dirigeants syndicaux et des universitaires.

Nous proposons ici une synthèse de ces différents textes en français afin de faire ressortir certains éléments qui permettent d'éclairer l'action et le rôle politique des syndicats dans un contexte « autoritaire ».

La lecture de ces textes oblige notamment à mettre en perspective le silence assourdissant des centrales syndicales québécoises sur le terrain politique, comme l'atteste par exemple, leur mutisme lors de la campagne électorale des municipales de Montréal de 2025. Ce silence était d'autant plus incompréhensible et irresponsable quand on garde en tête que pendant la campagne, les travailleurs et travailleuses de la Société du transport de Montréal (STM) étaient en grève. Mais ce silence apparaît tout bonnement sidérant quand on se rappelle qu'au même moment les syndicats new-yorkais, sous la pression de la base, s'engageaient politiquement et appelaient massivement quant à eux, à voter pour le programme de Zohran Mamdani dont certaines mesures faisaient alors le tour du monde, comme la gratuité des bus, l'amélioration des conditions de travail des travailleurs et travailleuses et un réinvestissement massif dans le secteur des transports collectifs.

L'urgence d'agir

Pour le moment, [cinq articles](#) ont été publiés. Les textes proviennent de dirigeants

d'importants syndicats dans l'enseignement, comme Alex Caputo-Pearl de l'United Teachers Los Angeles (UTLA) Jackson Potter de la Chicago Teachers Union (CTU), de Peter Olney, un ancien dirigeant d'un syndicat de dockers (ILWU), de Rand Wilson membre d'un syndicat dans le secteur des micro-processeurs (CHIPS Communities United), Jimmy Williams président de l'International Union of Painters and Allied Trades qui représente environ 140,000 travailleurs dans la construction ou des universitaires comme Kate Bronfenbrenner et Eric Blanc.

Ces différents textes mettent tous l'accent, d'une façon ou d'une autre, sur l'urgence d'agir : « Can't afford to wait », souligne [Kate Bronnenfender](#). Et il ne s'agit pas seulement de l'urgence à lutter contre les employeurs mais bien plus largement de s'organiser politiquement face à une attaque organisée menée par une oligarchie de milliardaires néofascistes complètement fous de la Silicon Valley et d'un gouvernement ouvertement à son service¹.

Les auteurs rappellent ainsi le licenciement de 13 % des 2,4 millions de fonctionnaires du pays, soit 312 000 personnes par Elon Musk ou l'abolition par décret du droit de négociation collective d'un million de fonctionnaires fédéraux dans plus de dix ministères, détruisant de facto les syndicats, notamment dans le secteur des services sociaux et de santé. Ils insistent également sur les interventions militaires à Los Angeles et Washington, les rafles menées par les agents de l'ICE, le ciblage systématique des étrangers, la brutalité des interpellations, le

1. Vincent Prémey, « Plongeon dans l'idéologie fasciste 2.0 », [Arguments pour la lutte sociale](#), 19 octobre 2025.

chantage du gouvernemental aux investissements et aux subventions fédérales à des fins politiques, le redécoupage de la carte électorale, etc.; bref, «le temps presse» pour reprendre [Peter Olney et Rand Wilson](#).

Curieusement, les termes fascisme ou néofascisme ne sont pas mobilisés, peut-être parce que tous les syndicats ne sont pas encore interdits et peuvent encore s'exprimer et agir. En revanche, le régime est toujours qualifié d'autoritaire. Et le mouvement syndical est présenté comme l'un ou le dernier rempart. À titre d'exemple, [Alex Caputo-Pearl et Jackson Potter](#) rappellent ainsi que :

L'histoire nous montre que lorsque l'autoritarisme fait son apparition, son implantation dépend de la réponse du mouvement syndical. C'est pourquoi les syndicats doivent être au centre du mouvement antiautoritaire naissant qui se manifeste dans les efforts visant à construire une coalition pro-démocratique plus large sous des slogans tels que «No Kings» (Pas de rois) et «Workers Over Billionaires» (Les travailleurs avant les milliardaires).

Des centrales syndicales majoritairement contre Trump

Aujourd'hui 10 % des travailleurs et des travailleuses aux États-Unis sont syndiqués contre 20 à 25 % dans les années 1980. La très grande majorité le sont dans le secteur public (33 % de syndiqués contre 6 % dans le privé). C'est donc au moins 15 millions de travailleurs et de travailleuses qui sont organisés syndicalement, et l'immense majorité sont affiliés à la plus grande centrale, l'AFL-CIO.

Dans leur synthèse Jackson Potter et Alex Caputo-Pearl estiment que cinq des dix plus grandes organisations syndicales internationales du pays («*international unions*») doivent être «considérées comme faisant partie du front progressiste, compte tenu du soutien majoritaire de leurs membres à Kamala Harris pour les élections de 2024 et de l'élaboration de programmes politiques qui rejettent le virage autoritaire».

C'est en particulier le cas des trois plus grands syndicats du secteur public: la National Education Association (NEA; 3 millions de membres); l'American Federation of State, County and Municipal Employees



(AFSCME; 1,4 million de membres); et l'American Federation of Teachers/American Association of University Professors (44 000 membres) (AFT/AAUP) - (respectivement 1,8 million de membres et 44 000 membres).

C'est aussi le cas, de deux syndicats regroupant divers secteurs publics et privés, le Service Employees (SEIU) (deux millions de membres) et l'UAW (400 000 membres).

Les auteurs soulignent que plus de 50 autres syndicats internationaux affiliés à l'AFL-CIO ont également clairement manifesté leur opposition à Trump. De même, de nombreuses directions syndicales ont affiché un soutien sans ambiguïté aux mouvements de solidarité avec les immigrants et aux manifestations pour les libertés civiles, comme par exemple, le syndicat des infirmières (National Nurses United, 220 000 membres).

En revanche d'autres centrales ont choisi d'appuyer Trump. C'est notamment le cas du syndicat des Teamsters (4^e plus grand syndicat des États-Unis et le plus important dans le secteur privé, avec 1,3 million de membres, qualifié par un spécialiste de «syndicat corrompu») qui soutient ouvertement Trump et les Républicains, au nom de la défense de l'emploi étatsunien. Son président, Sean O'Brien (qui avait obtenu le soutien de *Labor Notes* lors de sa campagne...), s'est même présenté à la Convention nationale républicaine au milieu de la campagne électorale. D'autres syndicats dans la construction ont également apporté leur soutien à Trump même si, soulignent Peter Olney and Rand Wilson, Sean McGarvey, le président de la North America's Building Trades Unions (environ 3 millions de membres dans la construction) a clairement dénoncé le programme de Trump, au service «des plus riches d'Amérique».

Bref, à l'exception notable des Teamsters et de certains syndicats moins importants, on retient que les grandes structures syndicales ont majoritairement manifesté leur opposition à Trump.

Des centrales syndicales apathiques et aux stratégies de mobilisation contestées

Malheureusement cette condamnation semble s'être essentiellement limitée à des prises de paroles, des communiqués de presse et des recours judiciaires.

Plusieurs textes dénoncent ainsi l'apathie des centrales syndicales et une action «largement limitée au dépôt de plaintes judiciaires». C'est le cas, notamment, de la Fédération américaine des employés du gouvernement (AFGE), qui représente 800 000 fonctionnaires fédéraux, et qui a décidé de contester la suppression des syndicaux fédéraux, tout en sachant pertinent que la Cour suprême a validé, jusqu'à présent, à peu près tout ce qu'avait demandé le gouvernement Trump:

Beaucoup trop de démocrates et de dirigeants syndicaux ont naïvement espéré que les tribunaux nous sauveraient. Mais la Cour suprême a donné son feu vert à la prise de pouvoir de Trump et semble prête à invalider la section 2 du Voting Rights Act, dernier obstacle juridique majeur empêchant les républicains de priver de leurs droits électoraux des millions de démocrates et d'électeurs noirs dans tout le Sud.

L'apathie est telle que le 2 novembre 2025, la direction des syndicats d'enseignants de Chicago et de Los Angeles (CTU et UTLA), a estimé nécessaire d'appeler de nouveau l'AFL-CIO à s'engager activement contre le gouvernement de Trump et exigé de la plus grande centrale étatsunienne qu'elle ait le courage d'appeler à remettre en cause l'ordre établi.

Au mieux, certains textes soulignent le relatif succès de la campagne may2028.org, impulsé par le président de l'UAW, Shawn Fain. Cette action consiste à fixer la date d'expiration des conventions collectives au premier mai 2028 afin de pouvoir, légalement, déclencher un vaste mouvement de grève. Certes, l'initiative a reçu le soutien d'autres secteurs d'activité que l'automobile (dont des syndicats de la CWA, du SEIU, UNITE HERE, de l'UE, de l'AFT et des affiliés nationaux et locaux de la NEA). Le problème cependant est la date retenue: mai 2028. Sur ce point, les auteurs sont unanimes pour dire que les travailleurs et les travailleuses ne peuvent pas attendre trois ans pour réagir.

Bref, les recours judiciaires et la mobilisation may2028, restent les principales actions organisées à l'échelle des grandes centrales syndicales identifiées dans ces textes.

La mobilisation des syndicats locaux dans les mobilisations historiques de 2025

En contrepoint, les textes insistent sur l'implication des organisations syndicales de base, dans les mobilisations exceptionnelles de 2025. Certaines organisations ont même été à la pointe de la contestation, comme lorsque Trump a envoyé des militaires à Los Angeles, Washington et Chicago.

Les syndicats d'enseignants et de travailleurs des services ont été les plus virulents et les plus actifs. En juillet, 1 400 personnes ont envahi le centre des congrès de Los Angeles pour participer à une «formation à l'action directe non violente» principalement parrainée par la Fédération syndicale du comté de Los Angeles.

Ce sont également des syndicats d'enseignant·es qui mènent activement des actions visant pour faire des écoles des «sanctuaires» pour les migrants pourchassés par l'ICE. Ils adoptent ainsi des résolutions rappelant que le personnel scolaire ne doit jamais demander le statut d'immigrant, en conserver trace ou le divulguer ou que ses agents fédéraux ne sont pas autorisés à pénétrer dans nos écoles sans mandat judiciaire. Ce sont aussi des organisations syndicales de base, qui ont organisé des actions telles que le «Tesla Takedown», les rassemblements devant les magasins Whole Foods appartenant à Amazon ou qui ont créé la coalition Athena qui relie les vastes activités anti-Bezos/Amazon.

Mais surtout, de nombreuses organisations locales se sont jointes aux manifestations nationales exceptionnelles de l'année 2025, participant ainsi aux réseaux tels que [50501](#), [Indivisible Fight Back Table](#) (qui est présentée comme l'organisation ayant organisé les marches #HandsOff le 5 avril), [Labor on the ligne](#), etc.

Parmi ces mobilisations les plus importantes, les auteur·es rappellent :

- «Hands Off! National Day» du 5 avril 2025. Il y a un débat sur le nombre de personnes qui ont manifesté le 5 avril. Dan la Botz², qui en a dressé un compte rendu, parle dans tous les cas de millions de

personnes dans les 50 États américains, et de plus 1 600 manifestations dans les grandes et petites villes, en défense de la démocratie, des droits reproductifs, des LGBTQ+, des immigrants, de la sécurité sociale, des services publics, etc.

- May day strong («Workers Over Billionaires») du 1^{er} mai 2025. Plusieurs textes insistent également sur le succès des manifestations du 1^{er} mai 2025, qui fut également historique :

Cela a fonctionné au-delà de ce que nous pensions possible. Cette année, nous avons eu le plus grand nombre de marches du 1^{er} mai de l'histoire des États-Unis. La fête du Travail, quant à elle, est passée de 25 barbecues initialement prévus par l'AFL-CIO à 1 200 événements dans les 50 États, la fédération adoptant le message «Les travailleurs avant les milliardaires».

- «No Kings», manifestations exceptionnelles des 14 juin et 18 octobre et... 22 novembre 2025. Mais ce sont surtout les deux grandes manifestations sous le thème «No Kings» du 14 juin et du 18 octobre 2025 qui ont marqué les esprits ; «les plus importantes de l'histoire des États-Unis», s souligne Eric Blanc. Les chiffres de 13 millions de manifestant·es le 14 juin et de 7 millions lors de la manifestation d'octobre sont avancés. On peut rappeler que le samedi 22 novembre, No Kings appelle de nouveau à marcher sur Washington et dans tout le pays.

Et pour toutes ces mobilisations les auteur·es insistent en particulier sur deux choses : l'implication de nombreux syndicats locaux et l'absence des centrales syndicales.

Propositions d'actions : boycott et syndicalisation

Les différents textes ne se contentent pas de faire un bilan des actions et mobilisations. Ils suggèrent également des pistes d'actions. Parmi celles-ci, Caputo-Pearl et Potter [rappellent](#) le succès de certaines campagnes de boycott, comme celle menée par le Black Clergy (clergé noir) contre Target qui a décidé de supprimer ses actions en faveur de la diversité, d'équité et d'inclusion (DEI), ou celle invitant à la résiliation des abonnements chez Disney pour avoir retiré Jimmy Kimmel de l'antenne.

2. Dan La Bortz, «Face à Trump : le syndicalisme aux États-Unis,» [Syndicollectif](#), 15 juillet 2025 et *Les Utopiques*, n° 29.

Dans son étude sur l'évolution des stratégies de syndicalisation, [Kate Bronfenbrenner](#) invite quant à elle les centrales syndicales à revoir leurs stratégies, qui sont principalement restées centrées ces dernières années sur la syndicalisation «des petites unités des secteurs à but non lucratif, des médias et des services» et «des unités d'étudiants diplômés d'universités privées telles que Columbia, le MIT et Cornell»; des secteurs considérés comme «plus faciles» à syndiquer.

En revanche, les centrales ont délaissé les campagnes de syndicalisation dans les grandes entreprises, celles qui pèsent sur l'économie et les choix politiques du gouvernement Trump; elle souligne en ce sens que les apparentes «victoires» en termes de syndicalisation chez Amazon, Starbuck, REI et Trader Joe's, etc., très médiatisées, n'ont cependant pas permis la conclusion d'une seule convention collective, les employeurs refusant de négocier avec le syndicat. Ce à quoi on rajoutera que quand ils sont contraints de négocier, comme au Québec, ces mêmes multinationales préfèrent fermer et sous-traiter, comme l'a fait Amazon à Montréal. Kate Bronfenbrenner invite alors les syndicats à mener la lutte auprès de ces grandes structures et à multiplier les actions :

Aussi difficile que cela puisse être, les syndicats doivent syndiquer les travailleurs des entreprises les plus grandes et les plus puissantes du pays, et ils ne peuvent pas se permettre d'attendre une réforme du droit du travail ou une administration plus favorable pour le faire.

La question de la grève sociale et des grèves illégales

Mais c'est surtout la question des grèves et de la grève sociale ou politique qui est discutée par les auteurs. Pour [Éric Blanc](#) par exemple, il semble certain que «la tactique la plus efficace pour exprimer ce type d'alliance antiautoritaire large est une grève générale à grande échelle, parfois appelée «grève politique», qui inclut non seulement les travailleurs, mais aussi les gouvernements locaux, les églises, les médias, les associations professionnelles et même certaines entreprises qui soutiennent le mouvement».

Le problème ici serait tout à la fois politique et juridique. D'un point de vue

politique, les textes soulignent à plusieurs reprises que les travailleurs et les travailleuses étasuniennes n'ont plus l'expérience des grèves, alors que le nombre d'arrêt de travail a considérablement chuté depuis les années 1980. Ainsi pour Alex Caputo-Pearl and Jackson Potter, «nous devons être lucides: notre mouvement syndical n'est pas en état de lutter. La plupart de nos syndicats n'ont pas l'expérience récente de la grève ou de l'action collective conflictuelle».

Un autre problème, davantage juridique, est la peur de déclencher une grève, sachant que la grève est interdite pour les non-syndiqués et que pour ces derniers elle n'est légale que lors des rares périodes de négociations collectives. «Notre plus grand obstacle reste un sentiment omniprésent de peur et d'impuissance, en particulier parmi les classes populaires», estime ainsi Eric Blanc.

Ce dernier préconise alors le recours à deux tactiques concrètes: des grèves stratégiques menées par des groupes syndiqués, relativement protégés et ayant des liens communautaires profonds (comme les étudiants et les enseignants) et des perturbations/manifestations visant à bloquer le fonctionnement des institutions, sur le modèle des mobilisations des immigrants en 2006, Occupy Wall Street en 2011 ou Black Lives Matter en 2020. Aussi, parmi les actions «disruptives», Eric Blanc évoque, notamment des «Freedom Friday», invitant les étudiants et leurs professeurs à manifester tous les vendredis après-midi ou les «Mass Black Out». Parmi les autres actions «disruptives», il évoque les pistes suivantes:

Les entreprises pourraient mettre fin à leur collusion généralisée avec le régime, signer des engagements en faveur de la démocratie, fermer volontairement leurs portes le jour de l'action, afficher des posters «No Kings» dans leurs vitrines ou sur leurs pages web, ou au moins choisir de ne pas pénaliser ceux qui se mettent en grève ou se font porter malades. Les districts scolaires pourraient combiner la fermeture des écoles, des séances d'information de masse et des sorties scolaires pour assister à des rassemblements. Les églises et les élus locaux pourraient soutenir la journée d'action et contribuer à mobiliser les participants.

Plusieurs textes invitent également les travailleurs et les travailleuses à user des stratégies de contournement, pour éviter d'être dans l'illégalité, comme le recours à des congés maladies. On rappelle ainsi que c'est en mobilisant les arrêts de travail pour cause de maladie qui ont permis à des millions d'immigrants et autres «de descendre dans la rue le 1^{er} mai 2006 pour protester contre le projet de loi anti-immigrés draconien de Sensenbrenner».

Enfin, une autre solution mise de l'avant est d'inviter les syndicats à négocier une date de fin des conventions collectives commune, afin de permettre la grève du plus grand nombre au même moment. Nous l'avons vu, c'est la stratégie développée par l'UAW dans le secteur automobile avec le lancement de la campagne [may2028.org](#). Mais c'est aussi la stratégie retenue par les sections locales d'éducateurs de Californie, qui ont formé la California Alliance for Community Schools et lancé la campagne [We Can't Wait](#) avec 32 sections locales qui ont aligné les dates d'expiration des contrats dans tout l'État.

Bref, les auteur·es étudiés ici, appellent tout à la fois à la construction d'une large alliance, vers la grève sociale ou politique et à la multiplication des actions de terrains, de blocage à plus ou moins grande échelle.

«Get politics out of our union» ?

Mais curieusement, il est très peu question dans ces textes du rapport des syndicats aux partis politiques, si ce n'est le texte [Peter Olney et Rand Wilson](#), qui appellent à soutenir les candidats démocrates, pro-travailleurs, face aux Républicains. On a parfois l'impression que la lutte syndicale peut se suffire à elle-même pour renverser ce régime néofasciste, ce qui nous semble très douteux d'un point de vue historique.

Une exception notable est le texte de [Jimmy Williams](#), le président de l'International Union of Painters and Allied Trades. Celui-ci rapporte que nombreux membres demandent au syndicat de ne pas faire de politique: «I often get comments that we need to "get politics out of our union".» Certes, souligne-t-il, il est épuisant de parler de politique «quand les deux partis continuent de nous décevoir tous».

Le problème c'est «que cela nous plaise ou non, les décisions prises par nos

responsables politiques ont un impact majeur sur notre syndicat, notre portefeuille et nos communautés».

Alors pour ce dirigeant syndical :

Si nous voulons vaincre Trump et tout autre politicien anti-ouvrier, nous aurons besoin d'ouvriers organisés. Nous ne pouvons pas nous recroqueviller et espérer que la prise de pouvoir autoritaire de Trump passe. Nous devons organiser de nouveaux membres, construire un pouvoir politique indépendant dans nos communautés et éduquer nos collègues et nos communautés sur les enjeux. Nous devons tenir pour responsables tous les politiciens qui ne sont pas favorables aux travailleurs, quel que soit leur parti et leur rhétorique. [...] Nous avons besoin d'une armée de travailleurs qui comprennent l'histoire de leur syndicat et du mouvement syndical, et qui sont prêts à se battre pour un nouveau mouvement syndical, tout comme nos ancêtres l'ont fait pour les générations futures.

Il s'agit là, nous semble-t-il, d'une prise de position politique qui mériterait minimalement d'être débattue au Québec. Et pour ouvrir la discussion, un tel appel à s'engager sur le terrain politique pourrait par exemple être mis en rapport avec le silence assourdissant des centrales syndicales québécoises lors des dernières élections municipales de novembre 2025. Le cas échéant, on rappellerait alors que [sous la pression de leur base militante](#), les syndicats new-yorkais se sont clairement engagés en faveur de Zohran Mamdani. Et depuis, ils s'organisent concrètement pour lutter contre une éventuelle occupation de New York par la Garde nationale : [Hands Off NYC](#).

Souce : [Presse-toi à gauche](#), 11 novembre 2025 ; et [Réseau Bastille](#), 13 novembre 2025.

Martin Gallié est militant internationaliste, professeur à l'UQAM (Montréal).

Comment s'organise l'autodéfense populaire contre l'ICE

Un rapport collectif

49

Les réseaux d'intervention rapide, organisés par la population afin de protéger leurs communautés face aux agents fédéraux qui ont pour but de les enlever, de les brutaliser et de les terroriser, ont évolué très rapidement pour suivre l'évolution permanente des méthodes du Service de l'immigration et des douanes (ICE). Durant les six semaines d'occupation écoulées, les volontaires des Twin Cities ont amélioré sans relâche leur méthode d'intervention, jusqu'à parvenir à une structure dynamique et robuste. Le présent rapport explore ce dispositif dans le but de soutenir d'autres groupes à travers le pays susceptibles d'être bientôt confrontés à des pressions comparables. [...]

Le déferlement

Pendant les mois qui ont précédé l'afflux important d'agents de l'ICE, les habitant·es et les structures locales ont instauré un dispositif d'intervention rapide, assez centralisé. Les témoins pouvaient y transmettre leurs observations, avec différents niveaux de preuve, à un·e coordinateur·trice via un système de messagerie instantanée. Une fois les signalements reçus, standardisés et contrôlés, les coordinateurs les relayaient massivement sur le système, ce qui entraînait le rassemblement des personnes situées à proximité. Ce système semblait efficace pour susciter une mobilisation lors d'opérations de grande ampleur, comme un raid dans un groupe d'appartements, mais il a commencé à montrer ses limites lorsque l'ICE a testé des interventions plus rapides et moins lourdes.

Puis, autour du 1^{er} décembre, les descentes de police ont presque disparu et les agents, arrivés en masse, ont lancé une série de perquisitions et d'arrestations musclées. L'ancien modèle s'est rapidement montré obsolète, le délai d'intervention se réduisant à quelques minutes. Les membres de la communauté, souhaitant une approche plus directe que le système actuel, caractérisé par des observateurs légaux et des procédures inefficaces, ont commencé à instaurer un système parallèle pour pallier leurs lacunes et gagner en réactivité.

Ce système a commencé par un tchat à grande échelle pour les signalements concernant le Southside, où chacun pouvait diffuser n'importe quelle alerte. À mesure que les opérations de l'ICE s'intensifiaient et s'accéléraient, ce tchat, plus ouvert et réactif, a vu son nombre de membres augmenter et est devenu un espace attirant pour ceux qui souhaitaient aller de simplement consigner les opérations de l'ICE. Les participants ont commencé par utiliser le programme de signalement existant pour avertir les personnes visées de l'arrivée de l'ICE et harceler ses agents, puis ont peu à peu cherché à les mettre en échec : en bloquant les véhicules de l'ICE avec leurs propres voitures, en bloquant physiquement les agents, et en mobilisant des foules et des patrouilles pour intimider de petits groupes d'agents et les forcer à battre en retraite.

Au fur et à mesure que les tchats gagnaient en ampleur, de nouveaux tchats ont été ouverts pour subdiviser la ville en sections de plus en plus restreintes, certaines couvrant à peine un rayon de quatre pâtés de maisons. Cela permet aux utilisateurs de suivre les signalements qui les concernent



directement et de répondre rapidement et efficacement aux observations proches.

Contre-surveillance

Ces réseaux ont largement tiré profit d'un dispositif de contre-surveillance instauré au bureau local de l'ICE. Le bâtiment Whipple, un édifice fédéral implanté à Fort Snelling, en périphérie de Minneapolis et de Saint Paul, accueille depuis longtemps un siège régional de l'ICE, après avoir hébergé d'autres administrations fédérales. Le complexe fait face à une garnison de la Garde nationale, se situe près d'une installation militaire et jouxte le fort lui-même, aujourd'hui conservé. Ce dernier se trouve sur le site sacré de la confluence de deux cours d'eau. Il fut l'un des premiers lieux de colonisation de la région et servit même, à une époque, de camp de détention pour les Amérindiens Dakota.

Le complexe Whipple englobe des locaux administratifs, des infrastructures de traitement et de détentions au sous-sol, ainsi qu'un grand parking. Les habitants ont identifié ce site comme un point stratégique durant l'été et y maintiennent une présence continue depuis le mois d'août.

Le bâtiment est entouré par deux autoroutes nationales, deux rivières et un aéroport. Avec seulement deux accès pour les véhicules, il est facile de suivre les entrées et sorties des véhicules de l'ICE. Le dispositif Whipple Watch, comme on l'appelle, mobilise depuis des mois des manifestants et des observateurs postés sur place. Ils collectent des informations sur les convois se dirigeant vers la ville ou transportant des détenus vers l'aéroport, identifient les schémas

opérationnels, tout comme les jours et les heures de forte activité, et consignent minutieusement les plaques d'immatriculation des véhicules. Cette base de données est consultée quasiment en continu, permettant aux équipes d'intervention rapide, à pied ou motorisées, de confirmer en temps réel la présence des véhicules de l'ICE. L'ICE a commencé à changer régulièrement ses véhicules et plaques pour tenter de contrer ce système de contre-surveillance, mais le nombre de signalements reçus ne cesse d'augmenter.

Whipple Watch poursuit trois objectifs principaux : 1) fournir un système d'alerte anticipé concernant les afflux massifs de troupes et de convois aux réseaux locaux d'intervention rapide ; 2) collecter des données, notamment via les registres des plaques d'immatriculation ; 3) s'assurer que l'ICE sache qu'elle est surveillée, y compris sur son propre territoire.

Whipple Watch a clairement atteint ces objectifs, malgré la présence d'une force militarisée plus qu'hostile.

Comment ça marche

Chaque quartier de la ville (Southside, Uptown, Whittier, etc.) possède des équipes de dispatchers, qui gèrent une conversation continue sur Signal pendant les heures opérationnelles. Il arrive que plusieurs dispatchers opèrent simultanément pour se partager les tâches supplémentaires telles que la surveillance de la conversation, la transmission des rapports vers d'autres canaux ou la vérification des plaques d'immatriculation. La répartition des patrouilles permet également une

couverture homogène de tout le secteur, de prendre des notes et d'apporter son aide lors de confrontations. Tous les patrouilleurs, qu'ils soient en véhicule ou à pied, restent connectés pendant toute la durée de leur ronde. Le flux d'informations est constant, permettant aux autres véhicules de décider s'ils sont en mesure de rejoindre l'équipe, de prendre le relais d'une filature ou de poursuivre la recherche d'autres véhicules.

Depuis que l'organisation a été subdivisée en zones de quartier plus précises, les habitants de nombreux secteurs ont également mis en place un dispositif de messagerie instantanée quotidienne. Les conversations sont recrées et effacées chaque jour afin de rester lisibles et d'éviter la saturation (le nombre maximal de participants par groupe Signal étant limité à 1 000). Divers quartiers des villes et des banlieues ont reproduit la structure de base de ce système, mais avec des modèles, des structures de discussion, des mécanismes de vérification et des méthodes de collecte de données plus ou moins différentes.

Une équipe chargée de la collecte de données rassemble les informations anonymisées transmises par Whipple Watch ainsi que par plusieurs groupes locaux d'intervention rapide, puis les organise sous des formats exploitables, comme des cartes interactives des zones à risque. Cette équipe gère également la base de données consultable des plaques d'immatriculation, classées selon les catégories: «membres de l'ICE confirmés», «membres de l'ICE présumés», «personnes non affiliées à l'ICE confirmées» et autres.

«Mes parents sont dans un café et entendent des sifflets et des klaxons. Toutes les personnes présentes dans le café se lèvent et se précipitent vers la sortie.»

D'autres forums de discussion localisés ont été créés, notamment autour des établissements scolaires, des communautés religieuses et des services de livraison de courses solidaires. De plus, le forum d'accueil des Réseaux de quartier centralise les informations concernant les nouveaux bénévoles. Des personnes venant de l'ensemble de la ville – ou même du Minnesota – peuvent

s'y inscrire et explorer les différents forums disponibles. Les administrateurs les ajoutent ensuite aux groupes ouverts ou les orientent vers les processus de sélection et de formation pour les groupes plus fermés.

Plus récemment, les dispatcheurs ont testé un système de relais permettant aux patrouilleurs qui suivent des véhicules jusqu'aux limites de leur secteur de patrouille de communiquer via messagerie instantanée afin de passer le relais à un patrouilleur de la zone voisine. Cela permet aux patrouilleurs la possibilité de se concentrer sur des itinéraires de plus en plus réduits, qu'ils peuvent rapidement maîtriser pleinement et parcourir ainsi mieux que n'importe quel agent de l'ICE.

Par ailleurs, des relais hispanophones copient les alertes ICE issues des appels de répartition et des tchats locaux, les traduisent, puis les diffusent à de vastes réseaux hispanophones sur Signal et WhatsApp.

Ce qui pourrait sembler, de l'extérieur, comme une formalisation excessive des échanges d'informations, ou au contraire comme un manque de structure dans les communications ouvertes auxquelles participent simultanément tous les patrouilleurs d'une même zone, se révèle en réalité être un dispositif de communication efficace, auto-organisé et bien coordonné.

L'information circule de manière fiable à tous les niveaux grâce aux tchats et aux dispatchers, et les patrouilleurs adoptent rapidement des méthodes qui leur permettent d'éviter de se couper la parole et de transmettre les messages de façon claire et structurée. Les volontaires définissent eux-mêmes leurs créneaux horaires, variables en durée, en fonction de leurs connaissances, de leurs compétences, de leurs centres d'intérêt et de leurs disponibilités.

Ce système est en perpétuelle évolution, très flexible, quelque peu difficile à expliquer aux personnes extérieures, mais étonnamment facile à intégrer – bon, une fois surmonté le choc de recevoir plus de 1 500 messages par jour, bien sûr.

La réaction de l'ICE a été tangible. Ils ont modifié leur tactique. Ils ont été expulsés de certains quartiers lors d'opérations. On les a surpris en train de parler de leur peur et du fait que beaucoup d'entre eux avaient fui.

Ils ont aussi intensifié de façon constante et violente leurs agressions envers les



observateurs. Les patrouilleurs qui suivent l'ICE de trop près ou trop longtemps se retrouvent souvent encerclés, permettant à quatre à dix agents d'encercler leur véhicule, de frapper aux portes, de crier, de filmer et de les menacer d'arrestation. Les patrouilleurs qui ont bloqué l'ICE avec leur voiture ont été percutés, leurs vitres brisées, ou ont été extraits de force pour être détenus ou arrêtés. Certaines personnes ont été embarquées de force dans des véhicules de l'ICE, transportées sur plusieurs kilomètres, puis balancées au bord de la route. Des agents ont arraché des personnes de leurs voitures, les ont traînés sur plusieurs pâtés de maisons, puis les ont laissées s'enfuir dans la rue. Récemment, des agents ont utilisé du gaz poivre contre les voitures – parfois en essayant de saturer l'intérieur pour contraindre les occupants à sortir, parfois simplement pour marquer les voitures de façon visible afin de les harceler et de les cibler davantage.

Récemment, des agents de l'ICE ont projeté une grenade lacrymogène depuis leur voiture sur l'autoroute afin de tenter de

dissuader une personne de les suivre. Non seulement ces agents ont suivi des patrouilleurs jusqu'à leur domicile, mais ils ont également identifié le conducteur ou le véhicule qui les suivait et conduit ces derniers jusqu'à leur propre domicile, dans un but d'intimidation. Des patrouilleurs nous ont raconté avoir été frappés, avoir failli être fauchés, avoir vu leurs véhicules foncer sur eux, avoir été menacés par une arme, avoir eu leurs pneus crevés et avoir été extraits de force hors de véhicules en marche. Si l'assassinat de Renee Nicole Good a choqué le pays, il n'a surpris personne parmi ceux qui ont arpenté les rues des Twin Cities ces six dernières semaines.

Le modèle des Twin Cities : ne le copiez pas, inspirez-vous-en

Ce qui différencie le réseau d'intervention rapide des villes jumelles et tout son écosystème, ce n'est pas l'adhésion stricte à une structure particulière. C'est plutôt une analyse lucide de leur situation, une volonté d'adaptation et le courage de riposter face à l'escalade de la violence.

Les habitants de Minneapolis et Saint Paul observent attentivement leurs adversaires. Ils connaissent les modes de déploiement des agents de l'ICE, leurs positions, leur apparence, leurs comportements et leurs réactions. Ils vivent dans une agglomération relativement petite et densément peuplée, où de nombreux quartiers sont accessibles à pied et où le plan en damier facilite les déplacements en voiture. Les gens sont liés entre eux, s'appuyant sur des liens hérités des mouvements et des soulèvements antérieurs. Le maire de Minneapolis cherche à préserver l'image progressiste de son administration ; il est peu probable que la police soit déployée en renfort des opérations de l'ICE. Ce sont ces conditions concrètes et observables qui ont directement déterminé la conception et la mise en œuvre de la résistance locale.

Les personnes impliquées dans le modèle s'engagent à faire preuve de souplesse et de capacité d'adaptation face à l'évolution de la situation. La ville étant composée de quartiers aux caractéristiques et aux profils démographiques variés, le modèle a été conçu pour s'adapter à chaque quartier. Après l'arrêt des raids, l'ICE a conduit ses opérations

presque exclusivement depuis un point central à accès restreints, ce qui a poussé les organisateurs à investir massivement dans la contre-surveillance à cet endroit. Lorsque les interventions de l'ICE ont évolué vers des arrestations de rue et des perquisitions rapides et aléatoires, la seule manière d'anticiper leurs déplacements consistait à identifier leurs véhicules en approche. La population s'est donc focalisée sur le repérage des véhicules de l'ICE sur les routes et sur leur suivi. L'ICE, contraint d'utiliser la surprise et les embuscades, les intervenants se sont servis du bruit – sifflets et klaxons – pour donner rapidement l'alerte à distance. Les agents de l'ICE n'apprécient guère d'agir en infériorité numérique ni d'être encerclés ; les patrouilles regroupent donc les véhicules et mettent en place des barrages routiers improvisés.

Peu de ces situations pouvaient être anticipées. La seule manière de s'adapter efficacement consistait à créer un environnement ouvert et inclusif, favorisant la prise d'initiative et l'auto-organisation.

Le courage des habitants des Villes Jumelles mérite une reconnaissance particulière. Il est facile de critiquer les réseaux d'intervention rapide, car filmer ou observer l'escalade de la violence ne suffit pas à la maîtriser. Dans de nombreuses régions du pays, ces réseaux se sont désengagés avant même de pouvoir agir, en tentant de contrôler de manière excessive les actions de leurs membres, malgré une volonté générale de participer activement au conflit. Les formateurs insistent souvent sur la non-ingérence ; certains intervenants se surveillent mutuellement dans la rue, réprimandant quiconque jette des projectiles ou crie. Dans certains cas, cela découle d'une peur instinctive de représailles envers les ONG impliquées. Dans d'autres, c'est une attention, bien intentionnée mais mal orientée, portée à la « sécurité », qui se traduit par un paternalisme consistant à déterminer pour autrui le niveau de risque jugé acceptable.

On observe cette même prudence excessive dans les Villes Jumelles. Certains instructeurs et coordinateurs, par habitude, incitent les gens à se retirer plutôt qu'à les accompagner dans leurs initiatives. D'autres, au lieu de contrecarrer l'ICE, entravent ceux qui passent à l'action.

Mais ici, le conflit est conduit par ceux qui repoussent les limites, qui se servent de leurs véhicules et de leurs corps pour immobiliser les agents et libérer les personnes détenues, qui jettent des boules de neige et des pierres, qui renvoient les grenades lacrymogènes, qui couvrent les voitures et les agents de peinture et brisent les vitres de leurs automobiles, qui continuent de hurler au visage des ravisseurs lorsqu'ils sont frappés, aspergés de gaz poivré ou touchés par des balles en caoutchouc, qui assistent aux enlèvements masqués, aux disparitions non élucidées et au nombre sans précédent de morts perpétrés par cette nouvelle ICE enhardie, et ils sont prêts à prendre de véritables risques pour les arrêter. Ils subissent les représailles, et malgré cela, ils sont plus nombreux, plus forts et plus courageux.

Se préparer à l'arrivée massive des agents de l'ICE dans votre ville – et croyez-moi, leur arrivée est imminente – demande d'examiner le terrain et de faire preuve de créativité. La stratégie la plus adaptée à votre ville ne ressemblera probablement pas aux unités d'observation régulières stationnées dans leurs quartiers généraux ni aux patrouilles mobiles d'intervention rapide. Il faudra analyser en profondeur comment tirer le meilleur parti de vos atouts et exploiter vos faiblesses dans votre contexte spécifique. Commencez dès maintenant à étudier, planifier, collaborer et expérimenter.

Nous nous tournons vers les Villes Jumelles, non pas pour en reproduire les détails, mais pour leur clarté d'analyse, leur action rapide et décisive, leur expérimentation agile, leur profonde bienveillance mutuelle et leur courage contagieux.

Source : rapport établi par différent·es activistes et publié par [Crimethink](#).

À lire également :

- « [Empêcher les agents de l'ICE de dormir en manifestant devant leurs hôtels](#) »
- « [De la réponse rapide au changement social révolutionnaire : le potentiel des réseaux de réponse rapide](#) »
- « [8 choses que vous pouvez faire pour mettre fin à l'ICE](#) »

Le monde va regretter l'hypocrisie occidentale

Matias Spektor

Ce mois-ci, le Premier ministre canadien Mark Carney est monté sur scène au Forum économique mondial de Davos et a rendu un verdict sans appel sur l'ordre international. Selon lui, pendant des décennies, les pays occidentaux ont prospéré en invoquant un système fondé sur des règles qu'ils savaient hypocrite. Ils ont invoqué les idéaux libéraux tout en s'exemptant systématiquement de les respecter, ils ont défendu le libre-échange tout en l'appliquant de manière sélective, et ils ont tenu un discours sur le droit international et les droits de l'homme tout en appliquant ces principes de manière inégale à leurs amis et à leurs rivaux. «Nous avons participé aux rituels et nous avons largement évité de dénoncer les écarts entre le discours et la réalité», a reconnu M. Carney. Ce système était tolérable parce qu'il assurait la stabilité et parce que la puissance américaine, malgré son double standard, fournissait les biens publics dont dépendaient les autres pays occidentaux. Mais, selon les termes de Carney, «ce compromis ne fonctionne plus».

Cette «rupture» dans le système international, comme l'appelle Carney, résulte de l'effondrement de ce compromis. Les pays puissants, à savoir les États-Unis sous la présidence de Donald Trump, abandonnent non seulement les règles qui soutenaient l'ordre international, mais aussi le prétexte selon lequel leurs actions sont et doivent être guidées par des principes. Carney a raison de dire que quelque chose de fondamental a changé. Mais en appelant les puissances moyennes et émergentes à cesser de faire semblant de soutenir un système défaillant, il sous-estime ce qui disparaît également lorsque le prétexte disparaît.

Carney a insisté sur le fait que les petits pays, tels que le Canada, pouvaient encore défendre certaines valeurs libérales même si «l'ordre fondé sur des règles» s'effondrait. On ne sait toujours pas comment les puissances moyennes pourraient mener à bien une telle opération de sauvetage, ni si un régime international fondé sur des valeurs peut émerger des décombres laissés par les États-Unis. C'est inquiétant. Un monde dans lequel les États puissants ne se sentent plus obligés de se justifier moralement n'est pas plus honnête, il est plus dangereux. Lorsque les grandes puissances se sentent obligées de justifier leur comportement sur le plan moral, les États plus faibles gagnent en influence. Ils peuvent invoquer des normes communes, invoquer le droit international et exiger la cohérence entre les discours et les actes. Mais sans avoir à maintenir ne serait-ce que l'apparence d'un principe, un pays puissant peut faire ce qu'il veut, sachant qu'il ne peut être contraint que par le pouvoir des autres. L'instabilité qui en résulte n'épargnera même pas les plus forts.

Un peu d'aide de l'hypocrisie

L'hypocrisie a longtemps joué un double rôle dans la politique internationale. Elle a engendré du ressentiment et de la méfiance entre les puissances mondiales, mais elle a également limité le pouvoir en obligeant les États à répondre des normes morales qu'ils prétendent défendre. Tout au long de la [guerre froide](#), les États-Unis ont justifié leur rôle de leader dans l'ordre international en utilisant le langage de la démocratie et des droits de l'homme, même si leurs actions étaient loin de ces idéaux. Cette hypocrisie



n'est pas restée sans réponse. Les alliés et les États non alignés ont invoqué à plusieurs reprises la rhétorique américaine pour critiquer le comportement des États-Unis et exiger une plus grande cohérence entre les principes défendus par les États-Unis et ce que le pays faisait dans la pratique. Cette pression a donné des résultats tangibles. Par exemple, l'examen minutieux au niveau national et international a conduit à une enquête du Congrès menée en 1975 par la commission Church sur la conduite des services de renseignement américains, y compris leurs opérations secrètes à l'étranger. Les conclusions de la commission ont remodelé la surveillance des opérations des services de renseignement américains et ont fait des droits de l'homme un élément important dans les décisions de politique étrangère.

Cette pression a persisté après la fin de la guerre froide. Lorsque les États-Unis ont envahi l'Irak en 2003, ils ont justifié cette guerre en invoquant le droit international et la menace des armes de destruction massive. Ces arguments se sont effondrés car les armes ne se sont jamais matérialisées. La réaction internationale à l'invasion a été sévère précisément parce que Washington avait prétendu agir dans le cadre d'un ordre fondé sur des règles.

Une dynamique similaire a ensuite entouré l'utilisation des frappes de drones par les États-Unis dans plusieurs pays. Alors que le programme américain de drones s'étendait sous plusieurs administrations, des juristes internationaux, des alliés et des groupes de la société civile ont invoqué les engagements américains en matière de procédure régulière et d'État de droit pour exiger que les responsables de ces meurtres rendent des comptes. En réponse, Washington a élaboré des justifications juridiques, a restreint les critères de ciblage et a accepté un contrôle politique accru sur la manière et les lieux d'utilisation des frappes de drones.

La contrainte imposée par l'hypocrisie a toujours été imparfaite. La puissance américaine a continué de prévaloir. Mais l'obligation de se justifier – de maintenir au moins l'apparence d'une action fondée sur des principes – a créé des frictions. Elle a donné aux États plus faibles un langage leur permettant de résister et a rendu le comportement des grandes puissances responsable, même si

ce n'était pas de manière complète, devant quelque chose qui dépassait le simple intérêt.

Une Amérique amoral

Cette dynamique s'est fortement affaiblie ces dernières années. La caractéristique déterminante de la situation actuelle n'est pas que les États-Unis violent les principes qu'ils défendaient autrefois, mais qu'ils se dispensent de plus en plus de la nécessité de justifier leurs actions en ces termes. Alors que les administrations précédentes dissimulaient la puissance américaine derrière le langage du droit, de la légitimité ou des valeurs libérales universelles, Washington défend désormais sa politique étrangère en termes purement transactionnels.

Ce changement était déjà visible pendant le premier mandat de Trump. Lorsqu'il a retiré les États-Unis de l'accord nucléaire avec l'Iran, connu sous le nom de Plan d'action global conjoint, en 2018, [Trump](#) n'a pas fait valoir que Téhéran avait violé les normes internationales ou que l'accord mettait en danger la stabilité régionale. Il l'a simplement rejeté comme étant un mauvais accord pour les États-Unis. De même, lorsqu'il a été confronté au meurtre du journaliste saoudien Jamal Khashoggi, Trump a défendu le maintien des relations entre les États-Unis et l'Arabie saoudite non pas en invoquant une nécessité stratégique, mais en mettant en avant les ventes d'armes et les emplois qui profitaient financièrement aux États-Unis. Dans les deux cas, Washington n'a pas nié les faits sous-jacents. Il a nié la nécessité d'une justification morale.

Au cours de son second mandat, Trump a complètement abandonné le discours de justification. Lorsqu'il a menacé le [Danemark](#) et sept autres alliés européens de leur imposer des droits de douane pour s'être opposés à son projet d'acquisition du Groenland, il a présenté le différend non pas en termes d'intérêts communs ou d'obligations d'alliance, mais explicitement comme un moyen de pression, une demande transactionnelle visant à obtenir des concessions territoriales. De même, en février 2025, Trump a publié un décret imposant des sanctions à la Cour pénale internationale, non pas parce qu'il contestait son autorité juridique ou proposait un autre cadre de responsabilité, mais parce que la CPI avait enquêté sur

son allié Benjamin Netanyahu, le Premier ministre israélien. Plus frappant encore, lorsqu'on lui a demandé dans une interview accordée au *New York Times* début janvier si le président chinois Xi Jinping pourrait prendre des mesures contre Taïwan, Trump a répondu que même si une telle agression le rendrait «très malheureux», la décision appartenait à Xi. Il ne s'agit pas là de violations de principes déclarés qui font appel à la nécessité ou à un objectif supérieur. Il s'agit d'affirmations d'intérêts sans fard, sans même le prétexte d'un principe.

Le refus de Washington d'invoquer des principes dans sa politique étrangère modifie fondamentalement les termes de la contestation pour les États plus faibles. Les détracteurs peuvent condamner les politiques de Trump comme étant grossières ou égoïstes, mais ils ont du mal à accuser le président américain d'hypocrisie. Il n'y a pas de fossé entre la vertu professée et la pratique lorsque la revendication de la vertu est abandonnée. Le pouvoir ne fait plus appel à un principe universel, il revendique un droit particulier. Il en résulte non seulement un style diplomatique plus dur, mais aussi un changement dans les termes fondamentaux qui régissent le fonctionnement du pouvoir américain et, surtout, dans la manière dont on peut y résister.

Finie la voie de la moralité

À première vue, l'abandon de la justification morale semble résoudre un problème de longue date. Si l'hypocrisie érode la crédibilité et suscite des réactions négatives, alors refuser de faire valoir des arguments moraux peut sembler être un moyen plus efficace d'exercer le pouvoir. Sans appel aux principes universels, il y a moins de coûts de réputation à payer lorsque seuls les intérêts matériels et politiques prévalent. Certains observateurs se réjouissent de ce changement. Celso Amorim, l'un des diplomates brésiliens les plus expérimentés, a fait valoir qu'avec Trump, «il n'y a pas d'hypocrisie», seulement «une vérité nue et crue» qui permet aux pays de négocier sans se faire d'illusions sur les véritables motivations des États-Unis.

Mais l'efficacité a un coût. Lorsque les grandes puissances ne se sentent plus obligées de justifier leur comportement, les différends qui se déroulaient autrefois sous forme

de débats sur la légitimité deviennent de plus en plus des tests d'influence. Les sanctions en sont un excellent exemple. Sous le régime ancien, une puissance sanctionnant était censée expliquer pourquoi ses mesures répondaient à des violations spécifiques et étaient conformes aux règles communes. Lorsque l'administration Obama a négocié l'accord sur le nucléaire iranien en 2015, elle a documenté les violations par l'Iran des obligations du Traité de non-prolifération nucléaire et des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies, présentant l'accord comme un cadre légalisé soumis à vérification. Aujourd'hui, une grande puissance peut imposer des sanctions simplement pour faire avancer ses intérêts. En août 2025, par exemple, Trump a imposé des droits de douane de 50 % à l'Inde, non pas parce que celle-ci avait violé un accord commercial, mais parce qu'il était personnellement indigné par le refus de New Delhi d'accepter son offre de médiation dans le cadre des tensions avec le Pakistan. Dans un tel système, la négociation remplace la persuasion, et la conformité dépend moins du consentement que de la coercition. La politique internationale perd le langage qui permet de négocier les différends, ce qui permet aux parties les plus fortes de déterminer les résultats à leur guise.

Ce changement peut sembler gérable pour les États les plus puissants, qui peuvent facilement imposer des coûts et absorber les réactions négatives. Mais il est beaucoup plus déstabilisant pour le système mondial dans son ensemble. Sans les pressions de l'hypocrisie pour le contraindre, le pouvoir fonctionne avec moins de tampons et d'institutions de médiation. Une hiérarchie nue apparaît, dans laquelle la coopération est plus difficile à maintenir et les conflits plus susceptibles de s'intensifier.

Pouvoirs moyens, grands changements

Les coûts de ce changement ne sont pas répartis de manière égale et s'étendent au-delà des rivaux des États-Unis pour nuire aux intérêts américains eux-mêmes. L'une des conséquences les plus évidentes est visible dans les relations des États-Unis avec les pays du Sud, où la disparition des

normes communes et de la justification morale a commencé à rendre plus difficile pour Washington de gérer les conflits par le biais d'institutions plutôt que de s'appuyer sur son influence.

Pendant une grande partie de l'après-guerre froide, le recours à des règles communes a permis aux pays du Sud de contester la pression exercée par les États-Unis sans que les différends ne se transforment en simples épreuves de force. L'expérience du Brésil en est une illustration. Arrivé tardivement dans la libéralisation du commerce, le Brésil a longtemps résisté aux règles du libre-échange mondial. Mais une fois qu'il a finalement adopté ce système, il a appris à utiliser les règles à son avantage.

Lorsque le Brésil, grand producteur de coton, a contesté les subventions américaines au coton au début des années 2000, au motif que les États-Unis violaient leurs obligations envers l'Organisation mondiale du commerce en soutenant leur industrie cotonnière nationale, il l'a fait par le biais des mécanismes de règlement des différends de l'OMC. Washington a perdu le procès et a été contraint de faire des concessions. Le différend s'est déroulé dans un cadre juridique international commun et mutuellement accepté qui a permis de maintenir les relations intactes et d'étendre le commerce bilatéral.

Comparons cela à la politique commerciale actuelle des États-Unis envers le Brésil. En 2025, Trump a imposé des droits de douane élevés sur les exportations brésiliennes, non pas sur la base de violations commerciales, mais en représailles aux développements politiques nationaux à Brasilia, en particulier les poursuites judiciaires contre l'ancien président brésilien Jair Bolsonaro, un allié politique de Trump qui avait tenté sans succès de renverser une élection.

Le Brésil n'a pas invoqué les normes commerciales multilatérales pour riposter. Il a plutôt réduit son exposition aux États-Unis, approfondi ses relations commerciales avec la Chine et signalé que ses réserves de terres rares pourraient devenir un moyen de pression. La désescalade n'est intervenue qu'après que des entreprises américaines ayant des intérêts au Brésil aient fait pression sur la Maison Blanche.

Le même changement est visible dans les relations des États-Unis avec leurs alliés les

plus proches. Pendant des décennies, des pays comme l'Allemagne ont accepté des partenariats asymétriques avec Washington parce que des principes, des règles et des institutions communs leur donnaient une voix au sein du système international. Le multilatéralisme n'a pas éliminé la domination américaine, mais il l'a atténuée.

La disparition de l'hypocrisie peut être confondue avec le progrès

Les relations d'après-guerre entre l'Allemagne de l'Ouest - et, à partir de 1990, l'Allemagne unifiée - et les États-Unis reposaient sur cette logique. Profondément ancrés dans l'OTAN et le système commercial mondial, les dirigeants allemands s'appuyaient sur le droit, les institutions et le procéduralisme pour gérer l'asymétrie avec Washington. Les différends étaient présentés comme des arguments au sein d'un ordre commun, et non comme des confrontations de pouvoir. Lorsque les États-Unis ont fait pression sur le gouvernement ouest-allemand à Bonn pour qu'il limite les exportations de technologie nucléaire vers les pays en développement dans les années 1970, Bonn a accepté les restrictions imposées par le Traité de non-prolifération nucléaire et le Groupe des fournisseurs nucléaires, subordonnant ses intérêts commerciaux aux normes de non-prolifération imposées par les États-Unis mais partagées par les deux pays. Cette approche lui a permis de résister de manière sélective à l'autorité américaine tout en restant un allié clé des États-Unis.

Cependant, Washington ayant cessé de justifier les actions américaines par un appel aux valeurs et aux normes libérales, cet équilibre a été perturbé. Trump a présenté la pression exercée par les États-Unis sur l'Allemagne en termes ouvertement transactionnels: les droits de douane ont été justifiés comme un moyen de pression, les menaces de sanctions secondaires ont été liées à la politique énergétique, les engagements en matière de sécurité ont été reformulés comme des services de protection. L'Allemagne a réagi en réduisant sa dépendance vis-à-vis des États-Unis, en renforçant sa politique industrielle européenne, en investissant dans l'autonomie énergétique et la défense, et

en diversifiant ses partenariats avec d'autres pays. Berlin s'isole d'un monde dans lequel la puissance américaine s'exerce par le biais de moyens de pression plutôt que de règles communes et où la dépendance vis-à-vis de Washington devient une vulnérabilité.

Le Canada est confronté à une situation similaire. Trump a menacé le Canada de droits de douane punitifs et a exigé que le pays abandonne sa politique énergétique indépendante au profit des intérêts américains. Plus clairement encore, Trump a suggéré à plusieurs reprises que le Canada devienne le 51^e État américain. À l'instar de l'Allemagne, le Canada a commencé à réduire sa dépendance vis-à-vis de Washington, en accélérant ses efforts pour diversifier ses partenariats commerciaux et renforcer ses liens avec d'autres puissances. Les deux pays poursuivent ce que l'on pourrait appeler une autonomie stratégique, c'est-à-dire un effort pour préserver leur indépendance dans la prise de décision, maintenant que les États-Unis ne se contraignent plus à respecter des normes communes. C'est précisément cette dynamique que Carney, dans son discours à Davos, a identifiée comme la caractéristique déterminante de la nouvelle rupture internationale : l'effondrement de l'ordre fondé sur des règles a contraint même les plus proches alliés des États-Unis à traiter ces derniers non pas comme un partenaire lié par des principes communs, mais comme une puissance contre laquelle il faut se prémunir ou, dans le cas du Canada, se défendre.

Adieu à toute cette moralité

Pour les États-Unis, les implications de leur abandon de la justification morale sont lourdes. Cet abandon n'érode pas seulement les avantages américains, il déclenche une diversification stratégique parmi les partenaires de Washington qui pourrait dissoudre le système qu'ils contrôlaient autrefois. La réussite distinctive de la puissance américaine n'était pas la domination elle-même, mais la capacité à traduire cette domination en un véritable consentement des autres pays. Les alliances maintenues uniquement par des transactions peuvent persister, mais elles sont plus fragiles et moins susceptibles de se mobiliser lorsque le leadership est le plus nécessaire. En perdant le langage des principes, les États-Unis perdent la capacité

de rendre l'imposition de leur puissance acceptable pour les autres.

La disparition de l'hypocrisie peut être confondue avec le progrès. Cela peut donner l'impression d'une tendance à l'honnêteté et de la fin des doubles standards, des postures et de l'aveuglement. Mais l'hypocrisie jouait un rôle structurel dans l'ordre international qui est aujourd'hui en train d'être démantelé. En prétendant agir au nom de principes communs, les États puissants se rendaient vulnérables à la contestation. Cette vulnérabilité donnait un levier aux États plus faibles, permettait aux alliés de gérer l'asymétrie sans rupture et contribuait à transformer la domination en quelque chose que les autres États pouvaient accepter, même s'ils la resentaient comme une injustice.

Bien sûr, il ne s'agit pas ici de plaider en faveur du rétablissement d'un monde qui n'existe plus. L'ordre fondé sur des règles n'a jamais été aussi fondé sur des principes qu'il le prétendait, et l'hypocrisie a souvent dissimulé l'injustice autant qu'elle a limité le pouvoir. Mais en prétendant agir au nom de valeurs universelles, les États puissants ont reconnu l'importance de ces valeurs. Lorsque ces États ne se sentent plus obligés de légitimer leur autorité, le système international autrefois soutenu par le consentement se transforme en un système où le pouvoir opère sans restriction, rendant les conflits plus fréquents et plus difficiles à contenir. Le paradoxe de l'hypocrisie était qu'elle limitait le pouvoir tout en le rendant possible. Les États-Unis pourraient bien découvrir que la domination brute est plus difficile à maintenir qu'un ordre imparfait auquel les autres avaient autrefois des raisons de croire.

Source : *Foreign Affairs*, 26 janvier 2026.
Traduction ML.

Matias Spektor est professeur de politique et de relations internationales à la Fundação Getulio Vargas de São Paulo.

[illegible]

не из. Страницы не имеют для публикации, только в
публике — по желанию и в соответствии.

EXCEPT I.C.E.
We have the right to deny I.C.E. access to private areas without
judicial review.
We have the right to deny I.C.E. access to private areas without
judicial review.

Members of the community are asked to keep their level of involvement as low as possible. This will help to ensure that the community is not overwhelmed by the project.

952-600-7920
barcartlounge.com

This property is owned and/or controlled by

1000